

Édition Française Vol.8, No 1, Jan, février 2010



Northstar  **Compass**



Conseil International Pour l'Amitié et la Solidarité Avec le Peuple Soviétique



DANS L'UNITÉ-LA FORCE! LA VICTOIRE DANS LA LUTTE!

À LA MÉMOIRE DE VLADIMIR ILITCH LÉNINE



« Le 21 janvier 1924 à Gorki Leninskié à l'âge de 54 ans mourait Vladimir Ilitch Lénine, – leader des travailleurs du monde entier, chef d'un parti qui sciemment se lança dans la bataille pour le pouvoir, indiquant le but et le moyen au prolétariat et la paysannerie RUSSE. Lénine était le chef d'un grand pays, qui est devenu le premier pays au monde à établir la dictature du prolétariat. Son nom était on symbole d'espoir et de libération, partout où il y a l'oppression et l'esclavage » (Clara Zetkin).

* Lénine avait « un immense courage politique... il ne craignait pas d'assumer la responsabilité d'une décision politique, quelle que soit sa taille. Il n'a jamais battu en retraite, avant tout risque. il assumait la responsabilité de ses actions, sur lesquelles reposait non seulement son sort mais celui de tout son parti et dans une certaine mesure la révolution mondiale » (historien, M.N. Pokrovski.).

* « Pendant presque un quart de siècle. étape par étape, Lénine peu à peu a préparé la plus incroyable révolution de l'histoire de l'humanité. Tout entier il s'est donné à cette tâche. Au cours de ces années il n'a jamais cessé d'être un vrai leader et l'inspiration du mouvement, il a été celui qui a rendu le coup calculé, décisif, transformant en octobre 1917 l'image du monde entier et a changé le cours de l'histoire

mondiale. Sur la carte du monde, du chaos capitaliste a émergé un pays socialiste.

« Pour Lénine, les mots « politique » et « humanité » sont devenus synonymes. Et si nous disons que toute action du leader des révolutionnaires professionnels a fusionné avec ses activités politiques et qu'il pénètre le sens politique et l'esprit d'impartialité de tout ce qu'il a fait, nous voulons dire qu'il était un grand humaniste...

« Quel que soit le côté dont vous approchez l'immense héritage du Léninisme, on réalise que en raison de sa grande échelle, il est essentiel non uniquement pour le progrès mais aussi pour sauver la civilisation elle-même et la race humaine » Henri Barbusse).

* Bertrand Russell, une fois opposé à la conception matérialiste du développement social, a cependant souligné « la justesse de Lénine et des bolcheviks que le monde a besoin d'une reconstruction économique fondamentale, et qu'il faut un changement profond dans les pensées et les sentiments, en philosophie, en art, et dans les relations personnelles du peuple. » Russell a vu le sens de la philosophie de Lénine, « dans la justification de tels changements par lesquels la production matérielle sera le serviteur de l'homme plutôt que son maître, comme c'est le cas dans la société bourgeoise. »

« Je respecte Lénine, qui avec abnégation a utilisé toutes ses forces à la mise en œuvre de la justice sociale. Je pense que sa méthode est appropriée. Et une chose est certaine : les personnes comme lui sont les gardiens de conscience et les rénovateurs de l'humanité. Pendant mille ans, l'humanité a cherché pour un ordre social juste et une société libre d'oppression. Une telle société est le grand objectif et s'opposer à la justice – signifie agir contre la conscience. » Albert Einstein)

* « Vous ne devez pas penser que l'importance de Lénine – est dans le

passé, simplement parce qu'il est décédé. Nous devons réfléchir à l'avenir, à l'importance de Lénine pour l'avenir et son importance pour l'avenir, et que, si l'expérience de Lénine – l'expérience du socialisme – ne réussit pas, alors la civilisation moderne va mourir, comme plusieurs civilisations dans le passé. Nous savons maintenant par l'histoire que de nombreuses civilisations ayant atteint le point de développement, tel que celui que le capitalisme a atteint jusqu'à maintenant sont décédées et ont dégénéré. Souvent, des représentants de la race humaine ont tenté de contourner cette pierre d'achoppement, mais ont échoué. Lénine a créé une nouvelle méthode et a contourné cette pierre d'achoppement. Si d'autres suivent les méthodes de Lénine, alors devant nous s'ouvrira une nouvelle ère et nous ne serons pas menacés de destruction et de mort, pour nous commencera une nouvelle histoire, une histoire que nous ne pouvons même imaginer. Si l'avenir est avec Lénine, alors nous pouvons tous nous en réjouir mais si le monde poursuit son ancienne voie, alors je devrai malheureusement quitter cette terre » (Bernard Shaw).

Lénine – un génie qui connaît l'histoire de l'humanité. Tous les responsables de la destruction de notre pays – l'URSS, de la trahison du peuple soviétique et du mouvement communiste mondial envisagent de faire enterrer le corps de Lénine et de supprimer le Mausolée.

Lénine – est la conscience de l'humanité ! Son tombeau – le Mausolée – est la propriété de tous les honnêtes gens, de l'humanité tout entière !

Ne touchez pas à Lénine, Messieurs les traîtres à la patrie socialiste !

Secrétariat du Comité Central du AUCPB, Leningrad

Traduction Dr Adélarde Paquin



Chers lecteurs et lectrices,
 AU COURS DE CETTE NOUVELLE ANNÉE, dans cette période de crise économique où tout évolue si rapidement, j'essaierai, pour aller de l'avant dans la poursuite de nos buts, de vous présenter les textes que je considère les plus importants par leur pouvoir de désintoxication, et qui sont d'un intérêt brûlant pour contribuer à la compréhension et à la résolution de certains problèmes dans le mouvement révolutionnaire à un moment où de nombreux marxistes sont plongés dans le désarroi idéologique et organisationnel.

Tel que je l'exprimais au camarade Vincent Gouysse, lors de la parution de son livre «CRISE DU SYSTÈME IMPÉRIALISME

MONDIAL». « J'ai beaucoup appris en étudiant tes textes. J'avais bien étudié les classiques de Marx, Engels, Lénine et Staline, mais c'était dans l'abstraction, en dehors de la réalité que nous vivons aujourd'hui. » Le camarade Vincent Gouysse par tous ses textes répond à ce besoin impérieux de mieux comprendre cette nouvelle période marquant la fin de l'impérialisme américain comme première puissance mondiale et la montée inexorable de l'impérialisme chinois comme première puissance mondiale.

Ces textes sont des documents fondamentaux et indispensables pour affronter sur des bases saines la propagande des révisionnistes et de tous ceux qui entravent l'unification du mouvement ouvrier même quand ils se réclament du marxisme - léninisme -, et pour aider à l'unification des communistes sur une base bolchevique, marxiste-léniniste.

C'est pourquoi, nous publions de nombreux textes du camarade Vincent Gouysse.

NSC aurait atteint un de ses objectifs primordiaux, s'il pouvait inspirer aux lecteurs une curiosité accrue pour l'histoire du marxisme.

Trop de gens ont la même attitude envers la science économique que celle qu'ils ont en matière de religion, celle de croire

pour comprendre. Nous devons nous insurger contre pareille prétention.

Nous voulons aider le lecteur curieux à trouver une réponse plus éclairée aux problèmes importants. Nous vous présentons des textes avec le souci de rester aisément accessible

Certains textes sont plus détaillés et exigent plus d'attention, mais ils restent fort abordables.

Nous sommes à la recherche de la vérité et nous savons bien que la conquête de la vérité est une tâche laborieuse.

Les savants bourgeois consacrent d'énormes travaux « scientifiques » à la description des cartels, des banques, aux problèmes de l'exportation du capital, etc. Mais dans le meilleur des cas, ils ne donnent qu'une *description extérieure de tous ces phénomènes de l'étape impérialiste du développement du capitalisme. Ils ne peuvent expliquer d'une façon réellement scientifique la portée de tous ces phénomènes, le rôle historique de l'impérialisme. En premier lieu, l'économie politique bourgeoise a déjà depuis longtemps cessé d'être une science,*

Il est aisé de voir que toutes ces « théories bourgeoises » ont pour but de duper les masses.

Dr Adélar Paquin



Abonnez-vous à l'édition française de NSC
DEMANDE D'ADHÉSION

Port compris
6 numéros

POUR LE CANADA
\$25,

POUR L'ÉTRANGER
\$35.00

Les règlements supérieurs à l'abonnement annuel seront considérés comme des abonnements de soutien

Chèque à l'ordre de
Dr Adélar Paquin



6801 Gouin E # 102
Montréal Nord
Canada H1G 6L2



POSITION DU PARTI COMMUNISTE DES BOLCHÉVIKS DE TOUTE L'UNION SOVIÉTIQUE À L'ÉGARD DE LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA F.R. DMITRI MEDVÉDEV

pour la Journée du «souvenir des victimes des répressions politiques» (le 30-10-2009)



Comme il fallait s'y attendre, l'intervention de Medvédev, Président de la FR., s'est trouvée être fort faisandée, dans le plus pur esprit de l'antisoviétisme pathologique, «pleurant» sur la «cinquième colonne» des ennemis de notre Patrie que Staline a liquidée, comme une nouvelle tentative d'opposer, de séparer le peuple qui s'est battu de son chef, le Commandant en chef suprême des armées I. V. Staline.

L'histoire témoigne pourtant qu'aucune victoire n'est possible sans une direction talentueuse de la part du chef. Sous la direction de I. V. Staline, le peuple a non seulement

écrasé le fascisme, mais encore a-t-il remporté une puissante victoire dans le relèvement dans des délais extrêmement courts de notre économie nationale détruite par la guerre. Staline a fait de notre pays une puissance nucléaire d'importance mondiale; par cela même, il a écarté toute possibilité de déclencher une troisième guerre mondiale par les impérialistes.

Les affirmations indigentes que le Président de la FR. a faites dans son intervention se fondent sur des arguments également indigents et indéfendables. Considérer les perles «créatrices» de Soljénitsine comme une source de faits historiquement avérés, il est bien difficile de s'imaginer argumentation plus insignifiante de la position d'un chef d'État.

Qui est Soljénitsine, tout le monde le sait, mais, malheureusement, pas le Président, comme il appert de ses déclarations. Faire l'éloge de Soljénitsine équivaut à faire l'éloge du Judas biblique (qui, à propos, a déjà été réhabilité par les moyens d'information de masse de Russie). Auteur d'une délation anonyme de lui-même rédigée pour échapper à son envoi en première ligne sur le front, ce «délateur» de «zéks»¹ dans son camp, pleutre et malhonnête homme, ainsi que le considéraient déjà ses proches

camarades (juifs comme lui) à l'école qu'il a **toujours** trahi et auxquels il a **toujours** fait des «cros-en-jambe», en dépit de sa propre nationalité qu'il partageait avec eux.

Pour ce qui est de la «création littéraire» de Soljénitsine, qui **de toute évidence n'a pas un style d'homme de lettres** mais de publiciste, il convient de souligner sa **nature de plagiaire**. Soljénitsine a copié le sujet de son opuscule («La roue rouge») dans les bibliothèques de l'étranger à partir de mémoires d'officiers russes aigris achappés à l'étranger après la révolution. Dans son pamphlet «Une journée d'Ivan Dénissiovitch», il a transposé dans un camp de l'époque de Staline le fait de l'écrasement d'un «zék» par un char qui s'est déroulé en réalité dans un camp de l'époque krouchtchyovienne et Soljénitsine est donc aussi un falsificateur. Les brouillons d'une autre «œuvre» de cet auteur, «L'archipel du GOULAG» (également pamphlet sur le Pouvoir soviétique), ont été mis au propre et amenés de l'état de délire schizophrénique à celui de copie prête à être imprimée, par une dizaine de rédacteurs expérimentés et talentueux de la CIA (selon les propres paroles de Monsieur Bill, ancien ambassadeur des É.-U. à Moscou, collaborateur très en vue de la CIA). Ce livre mensonger donne

dans sa totalité une représentation non pas des fameuses «répressions», mais de l'antisoviétisme et de l'anticommunisme «zoologiques» de son auteur qui, tout comme les autres dissidents, a été utilisé par les É.-U. pour détruire l'U.R.S.S., après quoi il a été jeté, comme une vieille serpillière usagée, et renvoyé en Russie.

La jeunesse contemporaine (à 90 p. 100, comme le constate le Président) ne connaît effectivement pas (et ne désire pas connaître) ne serait-ce que les noms de famille de ceux qui sont présentement hissés sur le pavois de la gloire «populaire» des «réprimés», des «grands, talentueux» réels ennemis du pouvoir soviétique. Par contre, la jeunesse s'intéresse activement à I. V. Staline, à V. I. Lénine, à Karl Marx, dans la mesure où elle veut s'y retrouver par elle-même dans les «interprétations» post modernistes de l'histoire: le peuple est fatigué des bobards des moyens d'information de masse cosmopolitisants ensionisés et de leurs précepteurs étrangers.

Actuellement, dans la Russie «démocratique» contemporaine, avec sa population de 141,9 millions d'habitants (au 01-07-2009), **il meurt par suite d'homicides, jusqu'à 100000 personnes par an**, y compris ceux qui décèdent plus tard dans les hôpitaux des suites des attentats à leurs vies et **plus de 70000 personnes qui disparaissent sans laisser de traces**. Au compte de la chute brutale du niveau de vie, par rapport à la période soviétique, il faut citer la misère, le chômage galopant, l'absence de perspectives d'avenir et le banditisme; selon les statistiques, la population de la Russie diminue officiellement, depuis le début de la «pérestroïka», de plus de 500 000 personnes par an (mais les statistiques officielles sont toujours minimisées). Par comparaison, malgré les «répressions» sur

lesquelles on pleure en ce moment, on observait en Russie du temps de Staline un accroissement stable chaque année de la population. Il s'ensuit qu'à présent, **la Russie sans Staline) perd près d'un million de ses citoyens par an** (un recomplètement partiel de la population se produit par le fait de citoyens d'Asie centrale et du Caucase qui viennent s'établir en résidence permanente en Russie, abaissant ainsi la statistique de l'extinction de la population russe). Ainsi, QUI donc est un monstre: Staline ou le pouvoir bourgeois contemporain de la Russie qui mène le pays à son auto-anéantissement?

En ce moment, non pas en temps de guerre mais en temps de paix, les détenteurs du pouvoir condamnent **annuellement 100 fois plus de gens à mort**, de gens paisibles et patients, qu'il ne se manifestent même pas contre les autorités et les oligarques-voleurs que ces autorités servent. Quant à Staline, il a nettoyé le pays des ennemis avérés du peuple qui vendaient notre pays, l'empêchaient d'aller de l'avant. Remarquons que des 677000 condamnés à la fusillade, pour une partie significative d'entre eux (environ 300000), la peine capitale fut commuée en réclusion de différentes durées ou furent totalement réhabilités, selon les données des rapports de la direction des organes répressifs aux autorités. (Il en résulte que durant les 30 années de direction staliniste du pays, l'épuration sévère a été de 10000 personnes par an (2). En 1940, soit un an avant le début de la Grande Guerre patriotique, la population de l'U.R.S.S. était d'environ 194 millions de personnes. On peut donc en déduire que, si l'on se base sur les données officielles, les mesures d'épuration n'ont touché globalement, au cours des années trente, qu'une personne sur environ 19400 chaque année en moyenne, ce

qui est extrêmement peu. (N.d.l. Réd. de «N. d'URSS»)

Durant ces 30 années, Staline a créé une puissante économie. Les «pérestroïkiens» ont, eux, rien créé du tout mais ont seulement détruit presque tout et parasitent ce qui a été créé sous le socialisme ou, plus exactement, ce qui reste du socialisme. Sous le socialisme, nous avons créé une puissante industrie pharmaceutique. Où sont aujourd'hui nos médicaments soviétiques d'excellente qualité et bon marché? Nous sommes obligés d'acheter des imitations pharmaceutiques à l'étranger et de les payer aux prix de l'étranger. Autrefois, sous le socialisme, nous payions de 3 à 4 roubles par mois pour le logement, tandis qu'à présent, le salaire ne suffit pas pour payer le loyer et on nous jette à la rue avec intervention d'huissiers de justice. Ainsi, qui donc est le monstre? STALINE ou les actuels détenteurs du pouvoir? Le socialisme ou le capitalisme? Autrefois, la jeunesse grandissait sûre de son avenir radieux. Aujourd'hui, elle s'avilit dans le sexe animal, la drogue, la délinquance. Les «pérestroïkiens» ont volé à la jeunesse son sens des bonnes mœurs, de l'honneur, de la morale, ainsi que son avenir

Le Président Medvédev a fait montre d'une extrême immodestie personnelle en se plaçant au-dessus de Churchill, homme politique rusé et intelligent, véritable ennemi du Pouvoir soviétique, qui a donné une caractéristique extrêmement élevée de I. V. Staline qui diffère des ordures de Medvédev à l'adresse de Staline qu'il a déversées dans sa déclaration du 30-10-2009. D. Medvédev a essayé de se donner pour plus intelligent que J. E. Davis, diplomate perspicace et raffiné des É.-U. qui était capable de s'y retrouver dans la nature des procès des années 1937 et 1938, tandis que

le Président de la Russie s'en est montré incapable. D. Medvédev a tenté de surpasser en intelligence Hitler, aventurier mais nullement sot qui a soumis toute l'Europe et qui a, lui, fort bien compris la nature et la portée des épurations stalinistes qui ont fait échec à sa Blitzkrieg (guerre éclair). Quant au Président de la FR., il n'est pas encore parvenu à le comprendre. Pourtant, les ennemis intelligents peuvent lui en apprendre beaucoup.

Au seuil de 2020, selon les plans de l'Occident - des meilleurs amis et conseillers de la Russie avec lesquels le Président de la FR. se conduit comme un laquais - la population de la Russie ne devra pas excéder 45 à 50 millions d'habitants, c'est-à-dire qu'en 10 ans, la population de la Russie devra être réduite de 90 à 100 millions de personnes! Ne serait-ce pas là un véritable **génocide du peuple russe** exécuté par la direction du pays, par le Président Medvédev, à la suite de ses prédécesseurs les présidents de la FR., sur ordre de l'Occident (des É.-U. plus concrètement). Ainsi, qui donc est un véritable monstre? Staline ou les présidents successifs de la FR. (Yeltsine, Poutine, Medvédev)? On juge un homme d'après ces actes.

À notre avis, TOUS les présidents de la FR. pris dans leur totalité n'arrivent pas même à la cheville de Staline: ils sont trop bornés, trop dépourvus de personnalité, à l'échine trop courbée devant l'Occident, ils changent trop facilement et trop rapidement de principes, c'est-à-dire qu'ils sont trop dépourvus de principes. Ils oublient de penser au peuple et ne pensent qu'aux villas des milliardaires, aux comptes en banque à l'étranger et à la prospérité des oligarques-voleurs.

Le Président Medvédev a agi avec une extrême imprévoyance en

renonçant à installer les systèmes «Iskander» sur son propre territoire à Kaliningrad, ayant «gobé» la supercherie des É.-U. qui a consisté à renoncer aux systèmes stationnaires de défense antimissile pour les remplacer par des systèmes mobiles de défense antimissile à bord de bâtiments de guerre océaniques. Est-ce vraiment là un niveau de pensée d'un Commandant en chef suprême des armées? Et ici, le Président de la FR. D. Medvédev est fort loin de Staline.

Le pouvoir actuel se caractérise par sa vénalité généralisée et par une corruption inimaginable dans toutes les structures de l'État depuis le haut jusqu'en bas, ce dont parlent ouvertement les amis du Président, les oligarques, lors des conférences avec les gens de la direction du pays. La destruction de l'armée se poursuit (**elle est à présent pratiquement détruite**), l'industrie d'armement est ruinée, la science, autrefois d'avant-garde, est amenée jusqu'à son déclin, l'agriculture se meurt, etc. Par suite, nous sommes devenus totalement dépendants des livraisons de produits alimentaires (perte de l'indépendance alimentaire du pays). Le socialisme assurait à l'ensemble du peuple son approvisionnement en produits alimentaires soviétiques de qualité. À présent, nous mangeons ce que L'OCCIDENT ne veut pas consommer, nous jetant ses produits nuisibles pour la santé. LE POUVOIR est responsable de l'amoralisme d'une partie importante de la société, de l'absence complète de protection des citoyens contre le banditisme et contre les malheurs de la vie, il est responsable de l'effondrement de la médecine et du caractère payant de l'instruction, de l'impossibilité de se loger avec l'argent gagné (et non volé), et en plus, le travail lui-même manque.

En d'autres termes: l'État actuel ne remplit pas sa fonction fondamentale qui est de défendre ses citoyens. Un tel État se dirige normalement vers sa perte, ce vers quoi aspire toujours tellement l'Occident en ce qui concerne la Russie. C'est pourquoi les figurants des procès politiques de 1937 et 1938 sont les coreligionnaires et amis des présidents de la FR. dans leur désir d'effondrement de la Russie. Et c'est bien pourquoi VOUS TOUS, les détenteurs du pouvoir, vous vous donnez tant de mal – en compagnie des moyens d'information de masse, conjoncturalistes et qui sont vos obligés – pour dénigrer Staline, notre passé soviétique, pour faire clamecer le plus vite possible tous les vieux, parce que VOUS TOUS êtes de concert avec tous ceux qui font tout ce qu'ils peuvent pour anéantir le peuple russe, éradiquer sa mémoire historique.

Pour leurs «mérites» dans l'effondrement de leur État dans l'intérêt d'un État étranger, ceux qui ont organisé cela et leurs complices sont passibles, dans n'importe quel pays «démocratique» du monde, de la réclusion à perpétuité ou de la peine capitale.

Le peuple déteste l'actuel pouvoir et sa voilette, mais pour le moment il ne dit rien, il garde encore le silence. Craignez ce silence, Messieurs

N. A. Andréyéva, Secrétaire générale du C.C. du P.C.B.tUS

Source: « Nouvelles d'URSS » No 101, janvier-février 2010

Traduction Jacques Lejeune

1. Zék, – terme d'argot du GOULAG par lequel on désignait tout détenu. Il s'agit très vraisemblablement d'un sigle dont le déchiffrement échappe totalement à votre serviteur. (N.d.T.)

PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage
publié aux Éditions Sociales Internationales en 1936.

L. SÉGAL EXTRAITS

La cause de la crise

Le but que s'assigne le capitalisme, l'augmentation de la valeur du capital, est trop limité par rapport aux moyens qu'il doit appliquer, trop étroit pour permettre l'élargissement illimité de la production sociale. En d'autres termes : les rapports de production capitalistes sont trop étroits pour la production sociale.

« Les limites dans lesquelles peuvent et doivent se mouvoir la conservation et la mise en valeur de la valeur-capital, qui reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs, se trouvent continuellement en conflit avec les méthodes de production que le capital doit employer pour atteindre son but et qui poursuivent l'accroissement illimité de la production, assignent comme but à la production la production elle-même et ont en vue le développement inconditionné de la productivité sociale du travail. *Ce dernier moyen se trouve en conflit permanent avec le but réduit, la mise en valeur du capital existant.* » (K. Marx : *le Capital*, t. V, p. 188.)

Ce conflit entre les forces productives sociales et le but limité du capital s'exprime dans les crises de surproduction. Il va de soi que ce n'est que la surproduction relative. Ce n'est pas un excédent par rapport à ce que la société pourrait consommer en général, mais par rapport à ce qu'elle peut consommer en régime capitaliste. La force de consommation de la classe ouvrière en régime capitaliste n'est pas déterminée par ses besoins, mais par son pouvoir d'achat.

L'anarchie de la production et l'appauvrissement de la classe ouvrière découlent de la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère capitaliste de l'appropriation. Les forces productives sociales développées par le capital débordent le cadre de l'appropriation capitaliste qui les domine et les contredit. La cause des crises réside ainsi dans la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste.

Le rôle de la consommation productive

Nous avons vu dans le chapitre précédent que la croissance plus rapide de la production des moyens de production par rapport à la production des objets de consommation personnelle est une loi de la reproduction capitaliste élargie. Cela non seulement accentue la disproportion entre les deux sections de la production sociale et conduit aux crises, mais est en même temps la cause du fait que la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste ne provoque pas une surproduction constante, mais seulement une surproduction périodique.

La croissance de la composition organique du capital signifie qu'une partie de plus en plus considérable de la production sociale est consommée comme capital constant, c'est-à-dire entre dans la consommation productive (à la différence des objets de consommation qui ne servent qu'à la consommation personnelle). C'est pourquoi la production générale peut grandir jusqu'à une certaine limite sans tenir compte de la consommation des masses. Les moyens de production n'étant pas des objets de consommation personnelle du prolétariat, la consommation productive, celle des moyens de production, n'est pas limitée par le pouvoir d'achat des masses.

La croissance de la consommation des moyens de production, consécutive à l'élévation de la composition organique du capital crée de la part des capitalistes la demande d'une quantité de plus en plus grande de moyens de production qui trouvent ainsi un débouché dans la production elle-même.

D'autre part, en liaison avec cela, croît aussi la consommation de la classe ouvrière. Lorsque la production s'élargit, il faut plus d'ouvriers, le total des salaires s'accroît, ainsi que le pouvoir d'achat de la classe ouvrière. La consommation de la classe ouvrière, comme nous le savons, est conditionnée par les besoins de l'accumulation du capital : lorsque, pour élargir la production, les capitalistes embauchent de nouveaux ouvriers et sont obligés, dans certaines conditions d'augmenter les salaires, ils élargissent, par cela même, le marché aussi pour des objets de consommation de masse.

Ainsi la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste peut se développer jusqu'à un certain point sans que le développement de la production sociale se heurte aux limites étroites que lui assigne l'appropriation capitaliste, c'est-à-dire sans crises.

L'accroissement de la consommation des moyens de production crée pendant un certain temps la possibilité d'élargir la production sans tenir compte du pouvoir d'achat des masses. Mais seulement pendant un certain temps, car la tendance à l'extension illimitée de la production doit, tôt ou tard, se heurter aux limites assignées par la force de consommation de la société.

La disproportion de la production et la contradiction entre la production et la consommation

Il faut songer qu'en fin de compte les moyens de production servent pour la production d'objets de consommation. Pour les capitalistes peu importe, en général, quelle valeur d'usage ils produisent. Pour eux, les moyens de production sont un capital, c'est-à-dire un moyen de soutirer du travail non payé à la classe ouvrière. Mais pour produire de la plus-value, les capitalistes ne peuvent échapper à la nécessité de produire des valeurs d'usage tout à fait concrètes, et ils auront beau produire des moyens de production, chaque moyen de production devra, en fin de compte, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, servir à la production des objets de consommation.

La croissance plus rapide des moyens de production doit finalement amener une disproportion entre les sections I et II de la production sociale. Il est inévitable qu'on produise beaucoup trop de moyens de production par rapport à ce qu'il faut pour la section II. Dans la section I apparaît la surproduction. Mais cette surproduction éclate parce que la section II qui produit des objets de consommation ne peut pas élargir sa production assez vite pour pouvoir mettre en œuvre tous les moyens de production que lui offre la section I. Elle ne le peut pas pour cette raison qu'elle se heurte immédiatement au pouvoir d'achat limité des masses.

Cette disproportion de la production découle de la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste. La contradiction entre la tendance à une extension illimitée de la production et le pouvoir d'achat limité des masses en est aussi la conséquence directe. Ce ne sont que deux formes sous lesquelles se manifeste la contradiction fondamentale du capitalisme.

*C'est pourquoi la disproportion entre les branches de la production et la contradiction entre la production et la consommation ne doivent pas être considérées comme les causes des crises. **La cause des crises c'est la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste.***

« La cause profonde des crises économiques de surproduction réside dans le système capitaliste lui-même. » (J. Staline : *Deux Bilans*, p. 7. Bureau d'Éditions, 1930.)

2. La marche de la crise

La complexité des formes sous lesquelles se déroule la crise a pour effet que ses causes véritables sont complètement estompées. Voici quelques exemples.

La crise se manifeste tout d'abord non dans le domaine de la production, mais dans le domaine du crédit et du commerce. C'est pourquoi il se **crée l'apparence** que le trouble du crédit et du commerce est la cause de la crise.

La contradiction fondamentale du capitalisme aboutit au fait que la croissance des forces productives sociales se heurte à l'obstacle que lui oppose l'appropriation capitaliste sous la forme de la consommation limitée des masses. **Ordinairement, la crise ne commence pas dans les branches qui produisent les objets de consommation, mais dans celles qui produisent les moyens de production.** C'est pourquoi on a l'impression que la surproduction ne se trouve aucunement liée avec la situation des masses prolétariennes, c'est-à-dire avec les rapports de production capitalistes.

Tous ces phénomènes qui déforment les véritables liens des causes et des conséquences sont mis à profit par les « théoriciens » bourgeois et social-démocrates pour démontrer que l'abolition des crises est possible même en régime

capitaliste. C'est pourquoi nous ne devons pas nous borner seulement à éclaircir les causes de la crise, - il est nécessaire aussi d'expliquer la marche de celle-ci.

Le développement de la crise

La crise éclate juste au moment où les affaires vont admirablement bien pour les capitalistes. La surproduction se révèle d'un coup et la crise éclate aussi subitement. Mais, en réalité, la surproduction existe à l'état latent bien avant la crise. Le crédit et le commerce contribuent à cet état de choses.

Les banques concentrent le **capital-argent** colossal qui est mis à la disposition des industriels sous forme de prêts. Le crédit permet aux capitalistes de produire bien que les marchandises produites auparavant ne soient pas encore vendues. En raison de la hausse des prix qui s'observe la veille de la crise, le crédit permet aux capitalistes de stocker en attendant une hausse ultérieure des prix. Tant que les affaires vont bien, tant que la demande de marchandises augmente, que les prix haussent, etc., les capitalistes peuvent vendre l'un 'à l'autre des marchandises à crédit. Le crédit permet ainsi à la production de dépasser le cadre du pouvoir d'achat réel.

« La banque et le crédit deviennent le moyen le plus puissant pour étendre la production capitaliste au delà de ses propres limites, et un des véhicules les plus actifs des crises et de la spéculation. » (K. Marx : *le Capital*, t. XII, p. 240.)

La demande de marchandises pendant l'essor qui précède la crise, ce n'est pas seulement celle qui émane des consommateurs immédiats, c'est encore la demande spéculatrice des capitalistes commerçants : dans l'espoir de profits plus considérables, les commerçants achètent aux industriels des quantités de marchandises supérieures à la demande des consommateurs immédiats. La séparation du capital-marchandise sous la forme de capital commercial indépendant (voir ch. VII, par. 1), conduit à la formation d'une demande commerciale indépendante. Ce qui a pour effet de pousser la production au delà des limites déterminées par le pouvoir d'achat véritable de la société.

Ainsi se crée une surproduction latente : la production continue à plein, les prix montent, bien que le marché soit déjà surchargé. Mais dès qu'il se produit, à un certain endroit, un arrêt dans la vente, la surproduction, qui était jusqu'ici à l'état latent, se manifeste aussitôt sous la forme d'une masse énorme de marchandises qui ne trouve pas d'acheteurs.

Bien que les racines de la crise résident dans la production elle-même, la crise éclate tout d'abord dans le domaine du crédit et du commerce.

Les capitalistes étant liés l'un à l'autre par un réseau ramifié de crédit, le *retard* dans l'écoulement d'une marchandise qui se trouve sur le marché en grande quantité provoque l'insolvabilité des capitalistes intéressés, qui se répercute du coup sur toute la chaîne du crédit : lorsque le capitaliste Dupont ne peut pas faire face à ses échéances envers le capitaliste Martin, celui-ci se trouve dans l'impossibilité de payer ses échéances à Dubois, etc. Le crédit étant concentré dans les banques, l'insolvabilité des débiteurs de la banque aboutit à l'insolvabilité des banques elles-mêmes. Les faillites se succèdent. Les déposants, pour mettre leurs dépôts en sûreté, s'empressent de les retirer de la banque. La demande s'accroît pour le capital de prêt tandis que son offre diminue, c'est pourquoi le taux d'intérêt augmente fortement.

Du domaine du crédit, la crise gagne rapidement le commerce. Les capitalistes (industriels et commerçants) ayant besoin de fonds, baissent les prix de leurs marchandises dans le but de se débarrasser d'elles, ce qui aggrave la concurrence et mène à une baisse plus accentuée des prix. Bien que la baisse des prix soit inégale dans les différentes branches, elle prend un caractère général et se produit d'une façon soudaine.

Enfin la crise éclate dans le domaine de la production. A la suite des faillites, de la baisse des prix, des stocks accumulés et de la diminution des commandes, la production commence à se rétrécir. Les usines ferment et celles qui continuent de travailler réduisent leur production. Les ouvriers sont licenciés en masse. Les capitalistes attaquent les salaires.

Le déroulement de la crise dans la production

La crise dans la production elle-même ne commence pas nécessairement dans les branches qui produisent des objets de consommation. Il n'est nullement nécessaire pour que commence la crise générale de surproduction que des excédents de marchandises invendues s'accumulent à la fois dans toutes les branches. Il suffit que la surproduction commence dans les branches de l'industrie qui ont une importance essentielle pour toute la production sociale.

« Pour qu'une crise et par suite la surproduction soit générale, il suffit qu'elle intéresse les articles principaux. » (K. Marx : *Histoire des doctrines économiques*, t. V, p. 70.)

Au commencement du XIX^e siècle, le textile était la branche d'industrie décisive, et c'est l'Angleterre qui occupait une situation décisive dans l'industrie textile mondiale. C'est pourquoi la surproduction dans le textile anglais se transformait en crise de surproduction générale non seulement en Angleterre, mais aussi dans les autres pays capitalistes. Mais depuis l'essor pris par les constructions mécaniques, par la métallurgie et l'industrie minière, c'est-à-dire par l'industrie lourde, depuis qu'elles sont devenues des industries décisives, les crises de surproduction générale commencent ordinairement par la surproduction dans ces branches. Ainsi, par exemple, la crise économique actuelle, qui date de l'automne 1929, a frappé avant tout la métallurgie et l'industrie houillère, et ce ne fut que plus tard qu'elle gagna l'industrie légère.

Dans les branches **qui produisent des moyens de production, la crise agit avec beaucoup plus de force que dans celles qui produisent des objets de consommation.** Ceci est surtout remarquable dans la crise économique mondiale actuelle qui a atteint tous les pays capitalistes. Ainsi, par exemple, en Allemagne, la production des moyens de production a subi en 1932 une diminution de 53,4 % par rapport à la production moyenne mensuelle de l'année 1928, alors que la production des objets de consommation n'a diminué que de 26,4 %. La production du textile allemand a subi en 1932 une compression de 16 % par rapport à 1929, celle de la chaussure de 24 %, l'industrie mécanique de 60 %, la production de l'acier de 60 %. Dans tous les pays capitalistes la production des moyens de production a diminué en 1932 de 50 % par rapport à 1928, les constructions navales de 90 %, le textile de 15 % seulement.

La surproduction dans une branche de production qui joue un rôle peu important ne peut pas se transformer en crise de surproduction générale. Ainsi, par exemple, l'industrie des cravates ou d'autres marchandises de mercerie, par sa production, par le nombre des ouvriers qu'elle occupe, par ses liens avec les autres branches, n'est pas une branche dont la surproduction puisse amener une surproduction dans toutes les autres branches.

La situation est tout autre dans les branches qui produisent des moyens de production, La métallurgie, les constructions mécaniques, l'industrie houillère fournissent en moyens de production toutes les branches de l'économie nationale, leur production représente la plus grande partie de toute la production sociale, elles occupent de grandes masses d'ouvriers. La production croissant beaucoup plus rapidement dans ces branches que dans la section II, qui produit des objets de consommation, la surproduction commencera même s'il n'existe pas une surproduction manifeste d'objets de consommation. Les objets de consommation produits peuvent encore être écoulés, mais du moment que la deuxième section ne peut plus *élargir* sa production, les moyens de production qui sont offerts en quantités grandissantes par la première section se **trouvent** « surproduits ».

Comme les branches qui produisent les moyens de production occupent un grand nombre d'ouvriers, la réduction du nombre de ces derniers et la baisse des salaires des ouvriers qui restent occupés réduisent immédiatement et considérablement la demande en objets de consommation, et des objets de consommation, qui auparavant n'étaient pas en excédent, se trouvent désormais « surproduits ». La surproduction gagne ainsi les branches qui produisent des objets de consommation. Dans ces branches, le nombre des ouvriers étant réduit et leur salaire diminué, la demande en objets de consommation diminue encore. Si avant la crise, la section II, *n'avait pas augmenté* ses commandes à la section I, maintenant elle les *comprime* et pour cette raison la surproduction dans la section I s'accroît davantage, etc.

Ainsi, nous voyons que, par ses formes extérieures, la crise se déroule dans le sens opposé à l'ordre réel des causes et des conséquences. Les faillites et les troubles du crédit, la baisse des prix et les stocks ont pour cause la surproduction, le fait que la production capitaliste est sortie des limites que lui avaient assignées les rapports de production capitalistes. Mais la crise éclate d'abord dans le domaine du crédit et du commerce et après seulement gagne la production. Cela provient du fait que le procès de reproduction capitaliste comprend la production et la circulation. La liaison de production entre les entreprises et la liaison entre la production et la consommation se réalisent dans la circulation. **C'est pourquoi la crise se manifeste avant tout dans le domaine du crédit et du commerce. D'où l'illusion que la cause des crises de surproduction réside dans le défaut de crédit et dans la baisse des prix.**

La dévaluation du capital et la destruction des forces productives

La baisse des prix des marchandises aboutit à la dévaluation du capital. Les marchandises constituent l'une des formes sous lesquelles existe le capital, à savoir la forme du capital-marchandise. C'est pourquoi la baisse des prix constitue la dévaluation du capital-marchandise. Mais la dévaluation frappe aussi le capital engagé dans la production. C'est que les moyens de production, - les machines et les matières premières, - représentent une masse considérable des marchandises surproduites. Lorsque le prix *de ces dernières* baisse sur le marché, les stocks *des matières premières* se trouvent aussi dévalués bien que les industriels les aient achetés auparavant à des prix plus élevés, non pour la spéculation, mais pour la production. Il en est de même pour l'outillage.

Lorsqu'un capitaliste fait faillite, son entreprise est vendue pour payer ses dettes à un prix inférieur au prix de revient. Si l'entreprise a coûté 1 million de francs et est vendue 800.000 francs, pour le nouveau propriétaire cela signifie la baisse des frais de production, bien qu'il n'y ait eu aucun changement dans la technique de cette entreprise. Le nouveau propriétaire pourra réaliser et tirer du profit en vendant les marchandises à des prix plus bas. Pendant les crises, les entreprises des capitalistes ayant fait faillite passent aux mains de capitalistes plus forts et plus solides. Le procès de la centralisation du capital s'accélère.

La dévaluation du capital n'est rien d'autre que la diminution de la valeur du capital dont les éléments matériels, machines, matières premières, etc., ne subissent pas de changement quant à leur grandeur. On assiste aussi à une destruction directe de marchandises et de moyens de production. L'inactivité des usines provoque l'usure improductive des machines, des édifices, etc. Mais les capitalistes ont recours aussi à la destruction consciente de valeurs d'usage. Tout le monde sait que dans certains pays, les locomotives sont chauffées au froment et au café, que du lait a été jeté à la mer, que des quantités formidables de coton ont été anéanties, etc. Des entreprises sont démolies, des mines inondées. Ainsi, en 1932, à Chemnitz, en Allemagne, a été complètement démolie une grande usine mécanique, construite d'après le dernier mot de la technique, et qui employait plus de 20.000 ouvriers. La nécessité de payer la rente au propriétaire du terrain avait rendu plus avantageuse la vente de l'usine à la ferraille. Et ce n'est pas là un fait unique.

Pendant la crise se produit une destruction massive de force de travail, cette force productive fondamentale de la société. Le chômage, la famine, le froid, les maladies, tout cela détruit de la force de travail. Mais les capitalistes y sont directement intéressés, la misère grandissante de la classe ouvrière facilitant la baisse des salaires.

Les crises sont la réunion et l'aplanissement violent des contradictions du capitalisme

Quelle est la portée de phénomènes tels que la baisse des prix, la dévaluation du capital, la baisse des salaires, la compression de la production, la destruction directe de valeurs d'usage, les faillites des capitalistes les plus faibles et la centralisation du capital entre les mains de capitalistes plus forts ? Tous ces procès aplanissent par la force la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste, qui a eu pour effet de pousser les forces productives de la société au delà des limites imposées par les rapports de production capitalistes et, par conséquent, de déclencher la crise. Par la dévaluation du capital, par la destruction de marchandises, la compression de la production, etc., **la crise anéantit l' « excédent » des forces productives de la société**; elle refoule les forces productives qui ont pris des proportions trop considérables dans les cadres des rapports de production capitalistes.

Étant elle-même la conséquence et l'expression la plus éclatante de la contradiction fondamentale du capitalisme, le choc de deux forces hostiles – de la production sociale et de l'appropriation capitaliste, - la crise aplanit momentanément cette contradiction.

« Il faut voir dans les crises la concentration réelle et la compensation violente de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise. » (K. Marx : *Histoire des doctrines économiques*, tome V, p. 57.)

Par suite de la destruction d'une partie des forces productives, de la baisse des salaires, de la dévaluation du capital et de sa centralisation, les frais de production diminuent, c'est-à-dire que se crée la possibilité de tirer du profit même en vendant les marchandises à de bas prix. Or le profit étant le seul motif de production pour les capitalistes, la baisse des frais de production donne une impulsion nouvelle à l'élargissement de la production.

Ainsi la crise résout momentanément les contradictions du capitalisme, en créant les conditions d'un mouvement ultérieur de la production capitaliste; par cela même la crise crée la possibilité d'un mouvement ultérieur de la contradiction fondamentale du capitalisme.

« Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées et violentes des contradictions existantes, des éruptions violentes qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé. » (K. Marx : *le Capital*, t. X, p. 186.)

Après une forte chute des prix et la compression de la production, commence la dépression, au cours de laquelle les stocks de marchandises sont en partie détruits, en partie vendus, peu à peu « absorbés ». Après une dépression plus ou moins longue commence peu à peu un essor dont la base est le renouvellement du capital fixe de l'industrie. (La crise économique actuelle dans les pays capitalistes et la dépression actuelle présentent une série de particularités caractéristiques. Voir là-dessus le chapitre suivant.)

Les capitalistes sortis indemnes de la crise cherchent à réduire les frais de production en vue d'obtenir des profits élevés tout en vendant à de bas prix. Pour cela, outre la baisse des salaires, ils introduisent une série de perfectionnements, de nouvelles machines, adoptent de nouveaux procédés de travail, etc. Les vieilles machines moins perfectionnées sont remplacées par de nouvelles bien avant qu'elles soient usées (encore une fois, destruction de forces productives). Le capital fixe est remplacé.

« La concurrence, surtout quand il s'agit d'importants bouleversements décisifs, force les capitalistes à remplacer avant terme les vieux moyens de travail par de nouveaux. Ce sont principalement les catastrophes, les crises, etc., qui amènent dans le matériel d'exploitation un tel renouvellement prématuré sur une vaste échelle sociale. » (K. Marx : *le Capital*, t. VI, p. 36.)

Or le remplacement du capital fixe avant sa « mort naturelle » implique la nécessité d'investir un nouveau capital. Ce qui provoque une demande accrue de moyens de production et, partant, l'élargissement de la production dans les branches qui produisent les moyens de production, d'où la réintégration des ouvriers dans l'industrie et la croissance de la demande en objets de consommation, d'où l'élargissement de la production dans les branches qui produisent des objets de consommation, etc. Il s'ensuit une nouvelle reprise d'activité puis un nouvel essor. Le remplacement du capital fixe provoqué par la crise est donc la base d'un nouvel essor.

La périodicité des crises

« La crise constitue toujours le point de départ de grandes entreprises et, par suite, si nous considérons toute la société, plus ou moins une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotations. » (K. Marx : *le Capital*, t. VI, p. 62.)

Le nouvel essor qui suit la crise se déroule déjà sur la base d'un capital plus centralisé et à composition organique plus élevée qu'auparavant. Par conséquent, après la crise, les forces productives sont plus puissantes qu'avant. *La crise contribue ainsi à la croissance des forces productives sociales, mais au moyen de leur destruction.*

Le capital étant, après la crise, plus centralisé et offrant une composition organique plus élevée, il en ressort que la production sociale peut croître beaucoup plus rapidement qu'avant la crise. Mais cela signifie que la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste devient, après chaque crise, plus aiguë qu'avant, que la tendance à l'extension illimitée de la production doit à nouveau se heurter, et cela avec plus de force encore, au pouvoir de consommation de la société limité par le capital. Une crise plus forte et plus destructive doit s'ensuivre.

La reprise commence en liaison avec le renouvellement du capital fixe, c'est-à-dire par la section I de la production sociale (production des moyens de production), dans la section II l'essor suit celui de la section I. L'augmentation de la consommation de la classe ouvrière, en liaison avec la réintégration dans la production, n'est, encore une fois, pas le but, mais seulement la conséquence de l'élargissement de la production. Encore une fois, en raison de la contradiction fondamentale du capitalisme, elle sera en retard sur l'élargissement de la production.

Dès que commence l'essor, la demande de marchandises augmente, et les prix montent. Dans ce procès, la demande de marchandises s'accroît dans une mesure beaucoup plus considérable que les besoins mêmes de la production capitaliste; elle est artificiellement grossie par le commerce, le crédit et la spéculation. Ainsi, la contradiction n'est pas abolie par la crise, elle n'est que temporairement aplanie; la crise ne fait que « rétablir pour un moment l'équilibre troublé » pour le violer à nouveau tout de suite après.

« Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, par la destruction forcée d'une masse de forces productives; de l'autre, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus approfondie des anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. » (K. Marx et F. Engels : *le Manifeste...*, p. 19.)

En effet, à partir de 1825, le monde capitaliste a traversé une série de crises qui se sont répétées en moyenne tous les dix ans et ensuite tous les six-sept ans. Les crises ont eu lieu en 1825, en 1836, en 1847, en 1857, en 1866 et en 1877. Dans les années 80 et au commencement des années 90, il y eut un marasme dans la production des principaux pays capitalistes, ensuite, commence un essor qui aboutit à la crise de 1900-1901. Puis, ce furent les crises de 1907, 1913, 1921 et 1929-35. Cette dernière est la plus formidable de toutes celles que le capitalisme ait jamais traversées (nous en parlerons spécialement dans le dernier chapitre).

Chaque nouvelle crise se produit sur la base d'un niveau plus élevé des forces productives que la précédente, aussi les crises ont-elles chaque fois un caractère plus profond.

Les crises de surproduction sont donc des crises *périodiques*, elles reviennent inévitablement à des intervalles déterminés. La même cause qui provoque en général la crise, est aussi la cause de la périodicité des crises. *La contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste, qui est la cause des crises, obtient une solution temporaire dans la crise, mais une solution telle qu'elle rend inévitable une nouvelle crise. Les crises découlent de la nature même du capitalisme, et c'est pourquoi elles ne peuvent disparaître qu'avec l'abolition de la domination du Capital sur les forces productives sociales, ou avec l'abolition du capitalisme.*

3. La signification des crises

Les crises représentent la manifestation la plus éclatante des contradictions du capitalisme. Pendant la crise, la contradiction irréductible entre la production sociale et l'appropriation capitaliste devient tout à fait évidente. Le capitalisme transforme la production sociale destinée à satisfaire les besoins des producteurs, en une entrave à la satisfaction de ces besoins. La classe ouvrière vit dans la misère, non parce qu'elle ne produit pas assez d'objets de consommation, mais parce qu'elle en produit trop.

Si les ouvriers manquent de travail ce n'est pas parce que les moyens de production font défaut, mais parce qu'il y en a trop. Entre les ouvriers et les moyens de production se dresse le capital qui empêche leur conjonction. Juste au moment où le chômage, la misère et la famine arrivent à leur point culminant, les moyens de production et les objets de consommation qui pourraient être utilement employés pour combattre le chômage, la misère et la famine, sont détruits par les capitalistes.

Les crises expriment la collision des forces productives avec les rapports de production

Le caractère des crises, crises d'abondance, misère à force de richesse, montre tout à fait clairement que les rapports de production capitalistes sont incompatibles, inconciliables avec l'existence de la société. Les crises montrent tout à fait clairement que l'existence de la société réclame la suppression du capitalisme, l'affranchissement de la production sociale de la domination du Capital. Par rapport aux anciens modes de production, le capitalisme a été une forme sociale qui développa rapidement les forces productives sociales. Les crises montrent que le capitalisme a développé les forces productives à tel point qu'il en entrave déjà le développement ultérieur, et s'il les développe, c'est, au prix de destructions formidables seulement de celles-ci.

« Dans les crises, on voit la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste arriver à une explosion violente. » (F. Engels : M. E. Dühring..., tome III, p. 40.)

La production sociale déborde le cadre des rapports de production capitalistes et tout le mécanisme de la production capitaliste s'en trouve détraqué. La crise c'est le choc de deux forces hostiles au sens plein de ce mot. La production sociale, comme dit Engels, se révolte contre l'appropriation capitaliste. Cette révolte s'exprime dans le fait que tout le mécanisme de la production capitaliste craque sous le poids des forces productives créées par lui-même. Les forces

productives de la société se heurtent à l'obstacle que présentent les rapports de production capitalistes, et, pendant la crise...

« ... Elles précipitent dans le désordre la société tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. » (K. Marx et F. Engels : le Manifeste..., p. 17.)

À SUIVRE

Vers une victoire par KO de l'or sur le Dollar

Communiqué public GEAB N°41 (15 janvier 2010)

Crise systémique globale – Décennie 2010-2020 :

La Réserve fédérale US n'est en effet plus en mesure de continuer son combat multi-décennal contre la « relique barbare » afin d'assurer la suprématie de la devise US au sein du système monétaire international. Comme LEAP/E2020 l'analyse dans ce GEAB N°41, la décennie qui commence va donc être notamment marquée par le KO complet du Dollar (et la baisse de la plupart des grandes devises internationales) face à l'or.

Nous l'avons souvent rappelé dans différents numéros du GEAB : l'or constitue à la fois un placement de moyen/long terme destiné à sécuriser son capital face aux risques de perte de valeur des devises-papiers et des actifs financiers, et un éventuel moyen de paiement en cas de crise monétaire très grave. Dans les deux cas, le choix de placer en or une partie de ses avoirs correspond à une anticipation des événements et des risques sur les années à venir (et non pas les semaines ou mois à venir). Pour ce GEAB N°41, numéro spécial de début d'une nouvelle décennie, il est donc apparu opportun à LEAP/E2020 de proposer son anticipation sur l'évolution de l'or pour les années 2010-2020, complétant les éléments déjà fournis par notre équipe dans le GEAB N°34 d'Avril 2009. Cette vision décennale est d'autant plus légitime que nous considérons que notre analyse

constitue une aide à la décision pour les investisseurs individuels comme pour les responsables de banques centrales et d'institutions en charge de la pérennité à moyen et long terme de grandes quantités d'actifs (comme par exemple les fonds de pension, les fonds souverains et les assurances). En effet, pour la première fois depuis près de 40 ans (depuis la fin de la convertibilité du Dollar en or en 1971), les intérêts des banques centrales mondiales et des investisseurs individuels convergent à nouveau en la matière : la garantie de valeur n'étant plus du tout assurée par le Dollar en tant que devise internationale de réserve, et tant que ce dernier n'aura pas de successeur global reconnu, l'or reste le seul actif à pouvoir pérenniser durablement cette valeur.

Nous avons déjà examiné la situation paradoxale du marché de l'or dans le GEAB N°34, montrant que si le marché du métal jaune semblait bien être organisé par la Fed et les grandes banques centrales pour empêcher toute appréciation significative de l'or, il n'en restait pas moins que, du fait de la crise systémique globale, l'effondrement structurel de l'influence des États-Unis (et donc de la Fed) et la désagrégation connexe du système monétaire international hérité de 1971, l'or était un placement sûr en des temps hautement incertains. Pour

rappel, depuis la date de publication du GEAB N°34, l'or a gagné plus de 30% en Dollars US et +23% en Euros. Et il a gagné plus de 100% en Dollars US et + de 85% en Euros depuis les premières recommandations de diversification des placements en faveur de **l'or physique** (jusqu'à un tiers des actifs) donnés par LEAP/E2020 courant 2006.

Décennie 2000-2009 : Gains de l'or par rapport à 17 devises (en %)

Mais si l'or a vu en effet son cours considérablement monter depuis cette date, ce n'est pas dû à une évolution du marché vers une plus grande transparence et moins de manipulations par la Réserve fédérale américaine et ses principales consœurs. Les trois dispositifs principaux utilisés pour tenter de prévenir tout retour de l'or au sein du système monétaire international sont toujours en place, à savoir :

Le développement d'un marché d'« or-papier » diluant le marché de l'or-physique dans un océan de contrats fictifs car pour l'essentiel gagés sur un or qui n'existe pas réellement (ou, ce qui revient au même, qui est utilisé plusieurs fois pour différents contrats) la manipulation du niveau des réserves réelles d'or physique, notamment celles des États-Unis qui n'a fait l'objet d'aucun audit indépendant depuis des décennies la politique de

communication systématique via les grands médias économiques et financiers visant à stigmatiser le placement en or comme un réflexe archaïque, réservé aux vieillards qui ne jureraient que par l'or comme ils raconteraient leurs guerres oubliées, et aux obsédés que le métal précieux rendrait fou.

Comme tout le monde a pu le constater au cours des quarante dernières années, et jusqu'à il y a encore peu de temps, cette stratégie a remarquablement fonctionné entraînant même de nombreux pays, dont le Royaume-Uni en tête,¹ à se débarrasser à vil prix de leurs réserves en métal jaune. Cette anecdote illustre ainsi fort bien la nécessité pour les dirigeants, soit d'avoir une bonne capacité personnelle d'anticipation des événements, soit d'avoir accès à ce type d'anticipation. En l'occurrence, la facture de la non-anticipation se sera montée à au moins dix milliards USD.

Mais si l'organisation du marché, qui permet depuis quarante ans de tenir l'or à distance du système monétaire international, a continué à être opérationnelle, qu'est ce qui a bien pu changer pour rendre néanmoins possible cette forte hausse du métal jaune ? C'est le renversement d'un facteur essentiel de l'ordre mondial, du fait de l'impact croissant de la crise systémique et de l'entrée dans la phase de dislocation géopolitique mondiale : la Réserve fédérale US n'a plus les moyens de lutter contre ce vieil ennemi de l'hégémonie du Dollar US que représente l'or. Cette perte de moyens est bien entendu un phénomène complexe, comportant plusieurs facettes que nous analysons en détail dans ce numéro du GEAB.

Évolution du cours des principales devises mondiales par

rapport à l'or (1900 – 2009) - (Euro = Deutsche Mark avant 1999, la ligne brisée correspond à l'hyperinflation allemande de 1922 et à la rupture de la Seconde Guerre Mondiale) – Source : World

Comme indiqué précédemment, la parution de ce premier GEAB de l'année, où nous publions traditionnellement nos anticipations pour les douze mois à venir, coïncide exceptionnellement avec le début d'une décennie ; et, qui plus est, d'une décennie dont tous les observateurs attentifs sentent qu'elle va marquer un bouleversement de l'ordre du monde. Tout aussi exceptionnellement, Franck Biancheri, coordinateur du GEAB, qui prépare actuellement un livre qui traitera du monde d'après la crise (sortie prévue en France au printemps 2010), a accepté de mettre à la disposition de notre équipe, et donc des lecteurs du GEAB, les grandes lignes de l'un de ses deux scénarios d'anticipation pour la décennie 2010-2020. Notre équipe saisit ainsi cette occasion pour faire bénéficier nos abonnés d'une plongée géopolitique rationnelle dans ce que la décennie à venir peut nous réserver.² Parmi les deux calendriers élaborés, intitulés respectivement « L'aube douloureuse du monde d'après »³ et « Le crépuscule tragique du monde d'avant »,⁴ notre équipe a choisi de présenter le second qui est sans aucun doute le plus inquiétant mais qui nous paraît aussi refléter plus lucidement les tendances à l'œuvre aujourd'hui.

Notes:

(1) En 2004, Gordon Brown, alors Ministre des Finances, avait été l'architecte de cette splendide faute économico-financière qui aura coûté à ce jour plus de 10 Milliards USD de manque à gagner au Trésor

britannique. La lecture de cet article du Times, daté du 28/12/2009, fournit un rare exemple de comparaison avantageuse de la France par rapport au Royaume-Uni pour sa volonté de l'époque de ne pas suivre la « mode économique et financière » dictée par Washington. Cela dit les contribuables britanniques peuvent se consoler en se disant que s'il y avait eu dix milliards de plus dans leurs caisses, leur gouvernement les aurait également donnés aux banques au cours des derniers mois. Et, pour leur redonner le moral, qu'ils sachent que le Times oublie de préciser que Nicolas Sarkozy, alors ministre français du budget, avait orchestré une vente moins importante mais tout aussi idéologique de l'or national (Source : Boursorama, 30/12/2009). No comment!

(2) Nous rappelons que ce type de scénario, présenté ici comme une chronique annuelle de la décennie à venir, n'a pas pour prétention de décrire le détail des événements à venir. Il vise essentiellement à permettre de rendre plus compréhensible, plus vivant, les tendances identifiées dans le cadre du travail d'anticipation. Ces chroniques du futur constituent donc en quelque sorte une version imagée des analyses fondamentales développées par ailleurs.

(3) « L'aube douloureuse » car enfanter un nouvel ordre du monde ne peut se faire que dans la douleur, comme tout enfantement, même si la suite s'avère positive.

(4) « Le crépuscule tragique » car si c'est cette voie qui s'impose, elle aura toutes les caractéristiques d'une tragédie, à savoir la fin malheureuse et la perception consciente de tous les protagonistes de l'histoire qu'elle va se terminer très mal.

Vendredi 15 Janvier 2010

La géopolitique des pipelines à un tournant capital

Par M. K. Bhadrakumar *



Le 6 janvier 2010, l'Iran et le Turkménistan Inauguraient le gazoduc Dovletabat-Sarakhs-Khangiran, un projet commun d'une ampleur exceptionnelle. Ce grand pas en avant pourrait véritablement bouleverser la donne dans le « Grand échiquier » pour le contrôle de l'énergie : les États-Unis sont mis hors-jeu par leurs concurrents sans que ces derniers ne provoquent les agressions et les effusions de sang dont les États-Unis s'étaient rendus responsables au cours des seules opérations de sécurisation des routes d'accès. Si l'avenir de l'énergie se trouve non pas dans le pétrole mais dans le gaz, alors le contrôle du Proche-Orient pourrait bien passer par celui du bassin de la mer Caspienne.

Le Président du Turkménistan, Gurbanguli Berdimukhamedov (au centre) et son homologue iranien Mahmoud Ahmadinejad (à gauche) s'entretenant avec Ahamed

Mohamad Ali, président de la Banque islamique de développement (à droite) lors de la cérémonie d'inauguration du nouveau gazoduc (Achgabat, Turkménistan, 6 janvier 2010).

En janvier dernier, l'inauguration du gazoduc Dauletabad-Sarakhs-Khangiran reliant le nord de l'Iran dans le bassin de la mer Caspienne aux gisements gaziers turkmènes est sans doute passée inaperçue dans la cacophonie médiatique occidentale, pour qui le régime islamique de Téhéran vit son Apocalypse Now.

L'événement est lourd de messages concernant la sécurité de la région. En l'espace de trois semaines, le Turkménistan a décidé d'attribuer la totalité de ses exportations de gaz à la Chine, la Russie et l'Iran : il est d'autant moins intéressé par les projets de tracés proposés par les États-Unis et l'Union Européenne.

Entendons-nous au loin les notes d'une symphonie jouée de concert par la Russie, la Chine et l'Iran ?

Ce gazoduc, long de 182 km, a beau démarrer modestement avec une capacité de 8 milliards de mètres cubes (8 G.m3) de gaz, sa capacité annuelle n'en est pas moins de 20 G.m3. Ce volume satisferait, en Iran, les besoins des habitants de la plaine côtière de la mer Caspienne et permettrait à Téhéran de réserver à l'exportation la production des puits gaziers exploités dans le sud de son territoire. Le contrat satisfait pleinement les deux parties : Achgabat s'assure un marché à ses portes ; le nord de l'Iran n'a plus à réduire sa consommation par crainte des pénuries en hiver et Téhéran peut donc affecter ses surplus à l'exportation. De plus, via l'Iran, le Turkménistan peut développer d'autres voies de transport vers le reste du monde. Aussi l'Iran peut-il espérer jouir pleinement des avantages de sa position géographique parfaite pour servir de terminal aux exportations gazières turkmènes.

Nous assistons à une redistribution des cartes de la coopération énergétique au niveau régional qui n'a que faire des « supermajors » du pétrole. Comme d'habitude, la Russie mène le jeu ; la Chine et l'Iran suivent l'exemple. La Russie, l'Iran et le Turkménistan occupent respectivement le premier, le second et le quatrième rang mondial pour ce qui est des réserves de gaz. Par ailleurs la Chine va s'imposer, au cours de ce siècle, le grand pays importateur par excellence. Tout cela

a des conséquences capitales sur la stratégie globale des États-Unis.

Le gazoduc construit par l'Iran et le Turkménistan fait fi de la politique américaine envers l'Iran. Les États-Unis menacent l'Iran de nouvelles sanctions et prétendent que « Téhéran se trouve de plus en plus isolé. » Mais l'on voit malgré tout Mahmoud Ahmadinejad parcourir l'Asie Centrale à bord de son jet présidentiel, être accueilli sur un tapis rouge à Achgabat par son homologue Gurbanguly

Berdymukhammedov, et devant nos yeux émerge un nouvel axe économique. La diplomatie coercitive des États-Unis n'a pas porté ses fruits. Le Turkménistan, dont le produit national brut atteint 18,3 milliards de dollars, a bravé l'unique superpuissance (au PNB de 14 200 milliards). Pire encore, il a traité le dossier comme une affaire courante.

Ce drame comporte aussi ses ramifications. Pour commencer, Téhéran affirme avoir scellé un accord avec Ankara pour exporter le gaz turkmène vers la Turquie en passant par le gazoduc existant, long de 2 577 km, reliant Tabriz, dans le nord de l'Iran, et Ankara. On le voit, la Turquie mène sa politique étrangère de manière indépendante, aspirant elle aussi à devenir une plaque-tournante dans la distribution de gaz vers les marchés européens. L'Europe pourrait ainsi perdre la bataille qu'elle mène pour s'octroyer un accès direct aux réserves du bassin de la mer Caspienne.

Deuxièmement, la Russie ne semble pas s'inquiéter à l'idée que la Chine trouve des sources d'approvisionnement énergétique Asie Centrale. La demande européenne de gaz russe a chuté et les pays producteurs d'Asie Centrale s'installent sur le marché chinois. La Russie ne devrait connaître aucun problème d'approvisionnement

particulier en conséquence des importations chinoises (que ce soit pour sa consommation intérieure ou pour ses exportations). Elle est suffisamment bien implantée sur le marché de l'énergie en Asie Centrale, et autour de la mer Caspienne, pour éviter toute pénurie d'énergie.

Ce qui importe plus que tout, pour la Russie, c'est de ne pas voir s'éroder son statut de premier fournisseur d'énergie vers l'Europe. Tant que les pays producteurs d'Asie Centrale ne manifestent aucune demande pressante pour la construction de nouveaux pipelines transcaspiens sous tutelle américaine, la Russie n'a rien à redire.

Au cours de sa récente visite à Achgabat, le Président russe Dmitri Medvedev a normalisé les relations entre la Russie et le Turkménistan au sujet des questions énergétiques. Ce resserrement des liens avec le Turkménistan constitue une avancée majeure pour les deux pays. Premièrement, le réchauffement significatif de leurs relations permet au Turkménistan de maintenir l'exportation vers la Russie d'un volume annuel de 30 G.m3 de gaz. Deuxièmement, pour citer Medvedev : « *Pour la première fois dans l'histoire des relations qui unissent la Russie et le Turkménistan, la base de calcul de prix pour l'approvisionnement en gaz sera élaborée de manière absolument comparable à celle des marchés européens.* » Certains commentateurs russes affirment que Gazprom ne tirera aucun profit à acheter le gaz turkmène et qu'en outre, si Moscou a accepté de payer le prix fort, c'est d'abord parce que le Kremlin est résolu à ne pas laisser un seul mètre cube de gaz à la disposition d'autres projets de gazoducs, et surtout pas le Nabucco, un projet soutenu par les États-Unis.

Troisièmement, et contrairement à ce que distille la propagande occidentale, Achgabat ne voit pas

dans le gazoduc chinois une solution de remplacement à Gazprom. La politique des prix pratiquée par la Russie constitue une garantie que Gazprom demeure un client irremplaçable pour le Turkménistan. Les négociations sur le prix de vente du gaz attribué à la Chine se poursuivent, mais le tarif final ne pourra jamais concurrencer l'offre russe.

Quatrièmement, la Russie et le Turkménistan ont réitéré leur engagement pour développer le gazoduc transcaspien le long de la côte est de la mer Caspienne jusqu'à la Russie, dont la capacité atteindra 30 G.m3. A l'évidence, grâce aux réserves turkmènes (et kazakhs), la Russie espère centraliser de plus grandes quantités de gaz naturel en provenance d'Asie Centrale.

Cinquièmement, Moscou et Achgabat se sont également entendus pour construire conjointement un gazoduc est-ouest reliant tous les puits de gaz turkmènes à un même réseau afin de permettre l'acheminement de gaz vers la Russie, la Chine et l'Iran depuis n'importe quel gisement.

On le voit bien, dans le contexte d'intensification des avancées américaines en Asie Centrale, la visite de Medvedev à Achgabat n'est pas sans conséquences sur la sécurité de la région. Lors d'une conférence de presse commune avec Medvedev, Berdymukhammedov déclarait que Moscou et Achgabat partageaient une vision générale sur la situation de la zone, en particulier à propos de l'Asie Centrale et du bassin de la mer Caspienne. Il a également souligné le fait que les deux pays ne considèrent pas la sécurité de l'un sans envisager celle de l'autre. Medvedev confirmait quant à lui la similitude de leurs analyses, partagées unanimement, sur les sujets sécuritaires et leur volonté de travailler ensemble.

En cherchant à contourner la Russie, à laisser la Chine sur le bas-côté et à isoler l'Iran, la stratégie diplomatique de développement des pipelines mise en œuvre par les États-Unis dans la région de la mer Caspienne n'a pas fonctionné. La Russie prévoit à présent de doubler son importation de gaz en provenance d'Azerbaïdjan, entravant ainsi davantage les efforts occidentaux pour faire de Bakou un fournisseur du Nabucco. Aux côtés de la Russie, l'Iran émerge en tant qu'importateur de gaz azerbaïdjanais. En décembre, l'Azerbaïdjan signait un accord pour livrer du gaz à l'Iran via le gazoduc Kazi-Magomed-Astara qui s'étend sur 1 400 km.

Le moteur de ces développements est l'irrépressible élan pris par le South Stream et le North Stream russes, qui alimenteront en gaz l'Europe du Nord et du Sud. Les obstacles érigés contre le North Stream ont été levés après le feu vert, sur le plan environnemental, du Danemark (en octobre), de la Finlande, de la Suède (en novembre) et de l'Allemagne (en décembre). Les travaux de construction du gazoduc commenceront au printemps.

Gazprom, les industriels allemands E.ON Ruhrgas et BASF-Wintershall, et Gasunie, une entreprise néerlandaise de transport gazier, ont investi ensemble 12 milliards de dollars pour la construction du gazoduc North Stream, dont le parcours évite le tracé des voies de transit datant de l'époque soviétique traversant l'Ukraine, la Pologne et la Biélorussie. Long de 1 220 km, il part du port de Vyborg dans le nord-ouest de la Russie, passe sous la mer Baltique et débouche dans le port allemand de Greifswald. La capacité de 27,5 G.m3 (par an) sera atteinte l'année prochaine avec la mise en service d'un premier tronçon, avant de doubler en 2012. Le North Stream va profondément affecter la géopolitique de l'Eurasie, les équations transatlantiques et les liens entre la Russie et l'Europe.

De toute évidence, l'année 2009 a été une année historique dans la « guerre de l'énergie ». D'abord, l'inauguration du gazoduc chinois par le président Hu Jintao le 14 décembre, ensuite, celle du terminal pétrolier près du port de Nakhodka en Sibérie Orientale par le Premier Ministre Vladimir Poutine le 27

décembre (l'oléoduc qui le rejoint et qui relie les nouveaux gisements de la Sibérie Orientale à la Chine et aux nouveaux marchés asiatiques sur le Pacifique, pour un budget conséquent de 22 milliards de dollars), et enfin, celle du gazoduc iranien par Ahmadinejad le 6 janvier dernier. Subtilement, c'est presque toute la carte énergétique de l'Eurasie et de la région de la mer Caspienne qui s'est vue redessinée.

L'année 2010 démarre sur cette nouvelle interrogation fascinante : la Russie, la Chine et l'Iran vont-ils coordonner leurs prochaines actions ou, au moins, harmoniser leurs intérêts conflictuels ?

M. K. Bhadrakumar

* M. K. Bhadrakumar a mené une carrière de diplomate au sein du Ministère des Affaires Étrangères indien. Parmi ses affectations figurent l'URSS, la Corée du Nord, le Sri Lanka, l'Allemagne, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.

Traduction Nathalie Krieg
Les articles de cet auteur
Source Asia Times Online (Chine)

voltairenet.org

1,4 billions, c'est le montant du déficit budgétaire 2009 des États Unis



La nouvelle n'a pas fait les gros titres lorsqu'elle a été connue, le 16 octobre dernier. Le déficit budgétaire nord-américain a atteint le montant record de 1,4 billions de dollars pour l'année fiscale 2009 qui vient de se

terminer. Le gigantesque trou ouvert dans les caisses du trésor public se doit principalement à la récession et à l'énormité des sommes versées par la Maison Blanche aux responsables de la crise globale pour leur sauver la mise.

Même si, en fin de compte, la quantité a été légèrement inférieure à celle qui avait été calculée par Washington en août dernier, cela représente tout de même presque 11% de la production réelle du pays qui, pour le moment, occupe la première position mondiale. C'est également,

pour ce pays, le déficit le plus élevé de l'histoire depuis la seconde guerre mondiale.

Mais il y a plus : un autre article affirme que la confiance du consommateur nord-américain a chuté plus encore que ce qui était prévu, traduisant ainsi ses craintes que la mauvaise situation des finances personnelles, fortement touchées par la pire récession depuis des dizaines d'années, ne se prolonge encore longtemps. En fait, la morosité des acheteurs nord-américains atteint des

niveaux jamais vus depuis plus de soixante ans.

Doit-on alors s'étonner que, de plus en plus, les autres nations recherchent et appliquent des méthodes qui permettent de ne plus dépendre de la monnaie d'un pays qui a sombré dans une aussi grave situation ? Il faut voir le brouhaha causé à Wall Street, c'est-à-dire à l'endroit où précisément avait commencé la crise, lorsque le bruit a couru que des pays exportateurs de pétrole avaient l'intention de ne plus réaliser leurs opérations en dollars et d'utiliser d'autres monnaies plus stables.

Au moment même où les États-Unis ont informé de leur énorme déficit budgétaire, les pays qui forment l'Alliance Bolivarienne pour les

Peuples de Notre Amérique, réunis dans la ville bolivienne de Cochabamba, ont signé l'acte de décès du billet vert pour ce qui est de leurs échanges commerciaux.

En effet, l'ALBA va bientôt utiliser pour son fonctionnement un Système Unique de Compensation Régional (SUCRE) qui sera le mode de paiement pour toutes les opérations de commerce extérieur entre les membres du bloc et qui permettra de rompre la dépendance de la monnaie nord-américaine.

Cette option permet d'échapper aux va-et-vient d'une monnaie peu fiable et dévaluée qui dépend d'une économie n'offrant aucune garantie de stabilité et de sérieux.

Le SUCRE va se convertir dans un proche futur en monnaie unique pour

les pays de l'ALBA, de la même façon que fonctionne actuellement l'Euro pour les pays d'Europe.

Pour les pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes, cette décision est transcendante : elle manifeste à la fois la réalité de l'indépendance économique de la zone et le renforcement de sa liberté politique en faisant disparaître le patron monétaire impérial de leurs vies.

Comme l'a dit Evo Morales au rendez-vous de Cochabamba, « là où se trouvent les États-Unis, ils nuisent toujours au développement de nos pays... ». Ce sont des diables dont il faut se séparer.

Agence Cubaine de Nouvelles

voltaire.net.org

THÉORIE



Source : <http://www.communiste-bolchevisme.net/>

APERÇU SUR LE MARXISME

Avant-propos

1° Qu'est-ce que le capitalisme ?

2° Qu'est-ce que le communisme ?

3° Avec la chute de l'URSS, le communisme n'a-t-il pas échoué ?

4° Où est l'avenir pour les travailleurs aujourd'hui ?

Avant-propos

Nous, jeunes marxistes-léninistes, avons pour but de populariser la méthode matérialiste-dialectique élaborée par Karl Marx. Cette méthode est le cœur du marxisme, son fondement scientifique, ce qui le distingue du socialisme et du communisme petit-bourgeois (c'est-à-dire utopique et sentimental).

S'appuyant sur l'analyse

matérialiste-dialectique de la société capitaliste et des modes de production antérieurs (sociétés primitive, esclavagiste et féodale), Karl Marx a démontré que dans toute société comportant des classes sociales aux intérêts antagonistes, l'État se constitue comme une *arme de répression* aux mains des classes possédantes.

Il a démontré de manière scientifique et irréfutable dans ses

ouvrages économiques que la société capitaliste est basée sur l'exploitation du travail d'autrui, et que le travail salarié est à la base de cette exploitation. La contradiction principale sous le capitalisme est celle entre la bourgeoisie – propriétaire privée de l'outil de production – et le prolétariat – forcé de vendre sa force de travail au patronat qui en retire un surplus : la force de travail est en effet capable de produire plus de richesses

que n'en nécessite sa reproduction. Le salaire n'est donc pas le *prix du travail* réalisé par l'ouvrier mais le *prix de sa force de travail*. De là découle le caractère antagoniste non réformable de la production capitaliste : le travail est social mais l'appropriation du produit du travail reste privée. De là provient le fossé entre production et consommation, c'est ce qui est à la base de la misère des larges masses travailleuses et de la richesse des classes exploiteuses, c'est ce qui engendre les crises économiques, le chômage et les guerres de rapine visant à conquérir des marchés et des zones d'influence.

1° Qu'est-ce que le capitalisme ?

« Le capital, qui a de si "bonnes raisons" pour nier les souffrances de la classe ouvrière qui l'entoure, est aussi peu ou tout autant influencé dans sa pratique par la perspective de la dégénérescence de l'humanité et finalement de sa dépopulation, que par la chute possible de la terre sur le soleil. Dans toute affaire de spéculation, chacun sait que la débâcle viendra un jour, mais chacun espère qu'elle emportera son voisin après qu'il aura lui-même recueilli la pluie d'or au passage et l'aura mise en sûreté. Après moi le déluge ! telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société. A toute plainte élevée contre lui à propos de la dégradation physique et intellectuelle, de mort prématurée, de tortures du travail excessif, il répond simplement : *"Pourquoi nous tourmenter de ces tourments, puisqu'ils augmentent nos joies (nos profits) ?"* »

Il est vrai qu'à prendre les choses dans leur ensemble, cela ne dépend pas non plus de la bonne ou mauvaise volonté du capitaliste individuel. La libre concurrence impose aux capitalistes les lois

immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes. » (Karl Marx, *Le Capital*, 1867.)

Le monde capitaliste répond aujourd'hui parfaitement à ces caractéristiques définies par Karl Marx : un mode de production borné, historiquement condamné, dont le but est le profit immédiat d'une minorité exploiteuse.

Karl Marx, fondateur du socialisme scientifique, a démontré 1° que depuis que l'homme a commencé à transformer la nature (élevage, agriculture), il est apparu un excédent : le travail de l'homme produit plus de moyens de subsistance qu'il n'en a besoin pour subsister ; 2° que dès ce moment la société humaine s'est divisée en classe sociales antagonistes, une minorité profitant de ce surplus et vivant donc du travail d'autrui ; 3° que la forme des sociétés humaines (esclavage, féodalisme et enfin capitalisme) est déterminée en définitive par la classe qui possède la propriété des moyens de production (et de reproduction) de l'existence ; 4° qu'enfin, la base économique conditionne les idées sociales, politiques, juridiques. Certaines sont donc communes à tous les modes de production basés sur l'exploitation. Le communisme, lui, abolit toute exploitation, et par là bouleverse également de la manière la plus radicale nombre d'idées considérées comme « éternelles ».

Partant d'une analyse scientifique de l'économie politique, Karl Marx a démontré que sous le capitalisme, l'exploitation n'est pas abolie. Certes, il n'y a plus de propriété directe du maître sur l'esclave ou de corvée du paysan serf pour le seigneur, mais il subsiste l'exploitation salariée, qui *voile* seulement un peu plus *l'exploitation* comparativement aux modes de production précédents où le surtravail était extorqué sans ménagement sous ses formes les plus brutales.

La bourgeoisie est la classe sociale qui détient la propriété des moyens de

production (usines), ainsi que les transports, le commerce, etc. Pour ne pas mourir de faim, le prolétariat (c'est-à-dire les travailleurs salariés) doit vendre sa force de travail à la classe qui possède les moyens de production. La bourgeoisie retire de cette force de travail des produits (marchandises) dont la valeur est supérieure à la valeur de la force de travail (c'est-à-dire les moyens de subsistance nécessaires à sa reproduction : nourriture, habillement, logement, etc.). Le salaire n'est donc pas le prix du travail, mais le prix des moyens de subsistance nécessaires à la survie des travailleurs prolétariés. Qu'un travailleur ait besoin, dans des conditions de productivité du travail déterminée, de travailler 3 ou 4 heures pour compenser la valeur des moyens de subsistance qui lui sont nécessaires, cela ne l'empêche nullement de travailler 7 ou 8 heures. La différence va dans la poche de son employeur. C'est pourquoi le patronat cherche aussi souvent que possible à allonger la durée du travail, à l'intensifier ou à abaisser le coût de la force de travail – c'est-à-dire le niveau de vie des travailleurs. De cette appropriation du surtravail naît le profit, qu'il soit directement du profit retiré de l'exploitation des ouvriers –, financier ou commercial – il constitue alors une partie du profit industriel cédée à la bourgeoisie qui détient les banques et les commerces. Ces profits ne sont donc nullement issus d'une « miraculeuse » faculté qu'aurait l'argent de « s'enfanter lui-même » : le profit n'est ni plus ni moins qu'un *vol pur et simple* (bien que camouflé) du travail du prolétariat.

Ce vol n'est évidemment pas sans incidences sur le fonctionnement de la société capitaliste elle-même :

* Chaque fraction de la bourgeoisie (industrielle, foncière, marchande, usuraire) cherche à s'approprier la plus grande fraction possible de ce profit. C'est donc une guerre économique permanente que se livrent les différentes fractions de la

bourgeoisie. (Les loups, unis quand il s'agit de chasser le gibier, se déchirent entre eux quand il s'agit de le partager, dirions-nous...)

* Du fait de l'exploitation salariée, une trop grande masse de marchandises est mise en circulation (relativement au pouvoir d'achat des travailleurs, bien sûr) : il y a trop peu d'acheteurs solvables pour écouler la production, vu que les travailleurs prolétariés ne peuvent acheter des marchandises qu'à hauteur de l'équivalent de la valeur de leur force de travail et non pour l'équivalent de ce qu'ils ont produit comme valeur. Les « crises de surproduction » n'empêchent bien entendu ni les travailleurs smicards, ni les chômeurs de se serrer la ceinture. Au contraire : quand la crise économique éclate, elle ravage de nouvelles industries, jette au chômage des millions de travailleurs supplémentaires avec pour conséquence... l'aggravation de la crise des débouchés ! Cette inadéquation entre *production* et *consommation* détermine la tendance profonde du capitalisme à produire non pour la satisfaction des besoins matériels et culturels des travailleurs, mais en vue de satisfaire la consommation parasitaire des classes exploiteuses (ou de classes profitant plus ou moins directement de l'exploitation), d'où les proportions croissantes que prend la production de marchandise de luxe dans la production sociale, alors même que la grande masse des exploités trouve à peine de quoi survivre.

* La totalité des marchandises n'arrivant pas à trouver preneur sur le marché, il s'ensuit une concurrence inévitable entre des entreprises d'une même branche (industrielle, commerciale ou bancaire) : chacune cherchant à écouler sa production indépendamment des autres. C'est l'inévitable anarchie dans la production si caractéristique du capitalisme. Il découle de cela d'immenses gaspillages : la mévente et la destruction pure et simple de marchandises invendues constituent la

partie « visible » de cet iceberg ; la partie « immergée », elle, est constituée 1° par le capital engagé par les entreprises concurrentes d'un même secteur (par exemple les fonds fixes d'usines automobiles de constructeurs concurrentes tournant chacune au ralenti...), 2° par les frais de publicité qui consomment une part sans cesse croissante du produit social tandis que la *réalisation* (c'est-à-dire la vente) des marchandises devient sans cesse plus difficile : les frais de circulation et de stockage des marchandises enflent démesurément (les frais de publicité et de marketing ayant fait l'objet d'un recensement se montaient à 1000 milliards de dollars américains pour l'année 1998² ; aujourd'hui, certainement beaucoup plus...) Pour la plupart des gros groupes monopolistes, le budget publicité et marketing est supérieur au budget destiné à la recherche et au développement ! Pour dépenser le « trop plein » relatif de richesses créées par la société bourgeoise (richesses qui, on l'a montré, ne peuvent pas être que *très partiellement* dépensées par la masse des travailleurs exploités privés de la propriété sur le produit de leur travail), le capitalisme a également recours à la militarisation de l'économie, qui a cet « autre avantage » potentiel de procurer des sphères d'exportation privilégiées pour les capitaux excédentaires (les dépenses d'armement du capitalisme mondial se chiffraient à 780 milliards de dollars américains pour l'année 1998). Pour 1998, les seules dépenses en publicité et en armement se montaient donc respectivement à un coût moyen (par an et par habitant, calculé sur la base d'une population de 6 milliards d'habitants) de 166 et 130 dollars ! Les dépenses en armement se chiffraient à pas moins de 642 milliards de dollars en 2003 pour les seuls pays de l'OCDE, ces pays consacrant par contre seulement 69 milliards à « l'aide au développement du tiers-monde » — une autre arme du néo-colonialisme. Les pays coloniaux ou néo-coloniaux fournissent ainsi aux métropoles

impérialistes des produits au coût le plus bas — celui d'une main d'œuvre dont le coût de la valeur de la force de travail est réduit à un niveau très proche du minimum physiologique vital — permettant ainsi l'extorsion d'un surprofit considérable (c'est l'appât du gain qui pousse le Capital à y investir et à délocaliser). L'impérialisme s'efforce bien entendu de maintenir un développement unilatéral des économies de ces pays et surtout à développer le moins possible le niveau de vie de la population, ce à quoi veillent les plans d'ajustement structurels élaborés par les instances économiques internationales (FMI – OMC)...

* Sur le marché du travail, il en est de même quant à l'existence d'un « trop plein » permanent de marchandises : il y a un surplus de forces de travail comparativement à celles nécessaires pour assurer la production d'usines tournant au ralenti. Sous le capitalisme, il se forme donc inévitablement une « armée du travail » de réserve. Le vol du travail par la bourgeoisie est donc responsable de la précarité et de la pauvreté des travailleurs et des chômeurs ! Cette armée vient exacerber la concurrence que se livrent *entre eux* les travailleurs prolétariés pour trouver un emploi — c'est-à-dire gagner le droit d'être exploité —, ceci afin d'assurer les moyens de leur existence et ne pas sombrer dans la misère. Sous le capitalisme, le gaspillage ne se limite donc pas à de simples marchandises invendues ou détruites : des millions de bras restent inactifs et improductifs tandis que des millions d'autres sont condamnés à vie à un labeur éreintant. Pendant ce temps, les chômeurs, qui ont eu la malchance de ne pas avoir trouvé d'exploiteur attiré tentent de survivre comme ils peuvent, mais assurent au patronat entier — c'est le côté « positif » ! — un réservoir de main d'œuvre abondante, soumise et bon marché !

* Le travail devient lui-même une marchandise : dans la lutte concurrentielle, il est essentiel de

vendre la même marchandise moins cher que ses concurrents. Le coût d'une marchandise est toujours fonction du coût des intrants qui entrent dans son procès de fabrication. Ces intrants se ramènent en définitive à d'autres marchandises (du travail accumulé) ou à du travail immédiat (vivant), nécessaire à la nouvelle transformation. Le coût d'une marchandise est donc déterminé dans les deux cas par le coût du travail qui y est incorporé : plus le salaire est bas, moins cher sera le coût de revient des marchandises ! La tendance générale à la baisse du salaire, à sa fixation à un seuil le plus proche possible du minimum physiologique (la survie des travailleurs), est donc une *tendance générale* du capitalisme, une *nécessité économique* dictée par la concurrence acharnée que se livrent les propriétaires privés des moyens de production. C'est cette nécessité économique de la production capitaliste – la tendance à la baisse des salaires – qui vient se heurter à une autre nécessité : celle d'écouler les marchandises produites ! Parallèlement au développement de la production capitaliste, le fossé se creuse toujours plus entre production et consommation, aggravant les contradictions internes du capitalisme et générant les crises économiques !

* Le but de la production capitaliste, c'est la *production de plus-value*, remarquait si justement Karl Marx. La production capitaliste ne peut pas avoir d'autre but que l'enrichissement immédiat d'une minorité exploiteuse. Le capitalisme ne se soucie donc ni de la santé du travailleur, ni de la protection de son environnement : la course au profit *interdit* toute option d'un développement économique raisonné et à long terme. (On peut citer comme exemples le fait de privilégier les transports individuels plutôt que transports en commun ; le transport de fret par route plutôt que par voie ferrée ; le frein mis par le lobbying des grosses entreprises monopolistes au

développement de la révolution technique et scientifique particulièrement dans le secteur énergétique, etc.) Les slogans quotidiennement rebattus par les médias bourgeois tels « démocratie », « société de consommation », « commerce équitable », « écologie », « développement durable » ne sont que des mots creux ou des vœux pieux qui servent à masquer l'impuissance de la bourgeoisie à apporter une *solution positive* à tous ces problèmes.

2° Qu'est-ce que le communisme ?

Par communisme, les gens entendent le plus souvent « égalitarisme » et « partage », comme si le communisme était une simple « affaire de distribution ». On a également immédiatement à l'esprit une vision « autoritaire » et « dictatoriale » de ce « partage » : le macabre décompte des « dizaines de millions de morts » collés injustement sur le dos du communisme (particulièrement en URSS sous Staline).

Cette image véhiculée par les médias dans le monde est une image fausse de la réalité qui reflète les intérêts de classe de la bourgeoisie (laquelle possède rappelons-le journaux, imprimeries et télévisions) dans son combat contre les travailleurs qu'elle exploite. Dans son combat contre le communisme, la bourgeoisie ne recule devant aucun mensonge : « Un spectre hante l'Europe » disait déjà Marx en 1848 dans le manifeste qu'il avait écrit pour répondre aux « légendes » qui circulaient déjà alors sur le communisme. Le communisme, peut se résumer, disait également Marx, par « l'abolition de la propriété privée des moyens de production », puisque cette propriété n'est que la propriété d'une minorité sur les moyens du travail ; cette propriété équivalant à une *propriété* de la bourgeoisie sur la *force de travail* collective des travailleurs salariés,

privés de fait du produit de leur travail et seulement rémunérés à hauteur de la valeur des moyens de subsistance qui sont nécessaires à la survie de leur race.

Le danger est trop grand pour les exploités que les exploités ne se découvrent des intérêts communs, qu'ils comprennent que sans abolir la base économique objective de la société capitaliste (la propriété privée des moyens de production), toute possibilité véritable d'amélioration de la condition des travailleurs est vaine, et ne jettent ainsi leur regard du côté des communistes, qui sont *les seuls* à sa battre pour *l'abolition de l'esclavage salarié*.

Alors, pour cacher la vérité à ses esclaves, la bourgeoisie a recours aux mensonges en vue de la diabolisation des communistes : « Staline aurait ainsi fait tuer consciemment au bas mot 30 millions de personnes en URSS entre 1924 et 1953 ! » Toutes innocentes, bien sûr... Qui n'a pas entendu colporter le mythe des millions de morts des goulags !

A tout ceci les marxistes-léninistes répondent : Mensonges bourgeois que tout cela !

Aujourd'hui, une frange un peu plus honnête de cette même bourgeoisie doit reconnaître à voix basse les chiffres démesurément gonflés de la propagande anti-communiste déversée pendant plus d'un demi siècle dans les pays capitalistes afin de détourner les travailleurs de leur seule possibilité de libération : ainsi, Mosche Lewin, dans son ouvrage *Le siècle soviétique* (Fayard — Le monde diplomatique, 2003), ne parle plus de la calomnie monstrueuse (les 30 millions de morts sous Staline, encore aujourd'hui couramment colportés par les médias bourgeois), mais de 700 000 personnes exécutées entre 1921 et 1953 ! (Ce qui représentent moins d' ? % de la population soviétique en 1928.) Pour les besoins de la propagande anti-communiste, ces « 700 000 personnes » (« mystérieusement » toujours très impersonnelles puisqu'il

n'est jamais abordé la question de la classe sociale à laquelle elles appartenaient), restent bien sûr toutes d'« innocentes victimes délibérées du stalinisme ».

Que sur une population d'environ 160 millions d'âmes dans l'URSS des années 1920-1940, ces « 700 000 personnes » aient pu être dans leur immense majorité des exploiters de la pire espèce, voilà qui n'effleure jamais l'esprit de nos droits-de-l'hommes ! Que les travailleurs soviétiques et leurs chefs aient du livrer une bataille acharnée contre ces exploiters (qui luttèrent de toutes leurs forces pour conserver puis recouvrer leur position sociale d'exploiteurs contre la révolution socialiste puis contre la société socialiste naissante), cela reste inacceptable pour tout démocrate-bourgeois bien-pensant !

Pour Marx, la révolution socialiste est avant tout synonyme d'*expropriation* et de *répression* des velléités des exploiters (voir à ce sujet son ouvrage *La guerre civile en France*.)

De même, dans *L'État et la révolution*, Lénine a systématisé les enseignements de Marx sur l'État et défendu contre les opportunistes "marxistes". Lénine a défini la dictature du prolétariat comme représentant la démocratie authentique pour les travailleurs, contrairement à la démocratie bourgeoise, nécessairement tronquée, fausse et hypocrite du fait des libertés formelles proclamées, mais du joug économique du capital qui y accable les masses travailleuses.

« Entre la société capitaliste et la société communiste, (...) l'État ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat* », disait déjà Marx en 1875 dans sa *Critique du programme de Gotha*.

« Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploiters, les oppresseurs du peuple, telle est la modification que subit la démocratie

lors de la *transition* du capitalisme au communisme », ajoutait Lénine dans *L'État et la révolution*.

Voici en résumé ce qu'est le « *stalinisme* » si honni par la bourgeoisie : la pratique radicale de la lutte de classe !

Tout cela, nos « démocrates » et leurs acolytes révisionnistes et trotskistes le passent délibérément sous silence, pour mieux tromper les travailleurs (les soumettant de fait à l'influence de la bourgeoisie).

Nous appelons « révisionnistes », au-delà de la simple question de la souscription aux falsifications bourgeoises (entre autres les camps et la répression –, question qui leur brûle les lèvres), les prétendus « communistes » qui cherchent à réviser le marxisme-léninisme.

Synthétisant les leçons essentielles de la Commune de Paris à partir de l'ouvrage *La guerre civile en France* de Karl Marx, Lénine insistait sur la nécessité 1° de briser l'appareil d'État et militaire bourgeois – arme de répression aux mains des exploiters ; 2° de lui substituer un nouvel appareil d'État capable de défendre le pouvoir des travailleurs contre les exploiters déchus de l'intérieur et contre la bourgeoisie internationale.

Pour rester prolétarien, ce nouvel appareil d'État ne doit pas avoir la possibilité de se couper des masses travailleuses. Il n'est donc pas permis les discutailleries entre partis bourgeois, destinées habituellement à duper les travailleurs. Sous le capitalisme, il existe des classes sociales dont les intérêts sont antagonistes : capitalistes monopolistes, petite bourgeoisie, propriétaires fonciers, ouvriers, etc. ; il existe donc un terrain pour l'existence de nombreux partis. Sous le socialisme en revanche, le pouvoir politique est représenté par le Parti Communiste, avant-garde consciente des travailleurs, état-major guidant la construction du socialisme. Le Parti Communiste défend les intérêts de *tous les travailleurs*, sous le socialisme il n'existe donc pas de base économique

et sociale objective justifiant le multipartisme : plus d'exploiteurs ni d'exploités. Autoriser le multipartisme sous le socialisme, ce serait donner la possibilité aux anciens exploiters de liquider la direction du prolétariat. « Qui ne travaille pas de mange pas » disait déjà Marx : le travail salarié aboli, il n'y a plus la possibilité de vivre du travail d'autrui. Sous le socialisme, les travailleurs ont donc un intérêt commun réel à l'accroissement de la production sociale, au perfectionnement des rapports de production socialistes et de la planification, dont ils profitent directement.

Sous le prétexte de l'accusation de « dogmatisme » ou de « sectarisme », les pseudo-communistes rejettent (depuis plus d'un siècle !) les fondements du communisme scientifique. Privés de la compréhension scientifique de la réalité économique, politique et sociale du capitalisme, ces « communistes » sont condamnés à « redécouvrir » sans cesse les théories réformistes et social-démocrates léguées par leurs prédécesseurs. Pour ces faux défenseurs des travailleurs, la solution n'est pas dans l'abolition de l'esclavage salarié, mais dans un prétendu « perfectionnement de la démocratie », dans des « possibles » « hausses de salaires » ou dans des « contrats de travail moins précaires », en bref dans des *accommodements* avec la bourgeoisie exploiteuse ! Quel programme ! Ces revendications sont évidemment impossibles à satisfaire dans le cadre du capitalisme : les lois économiques coercitives de la concurrence — nationale comme internationale — auraient tôt fait de rappeler à un hypothétique patron philanthrope qu'il est nécessaire de fixer le salaire aussi bas que possible !

Le « commerce équitable » auquel les médias bourgeois font une odieuse publicité, s'inscrit dans la même perspective : celle de l'abandon de la perspective révolutionnaire. « Point n'est besoin d'un changement radical (le communisme) quant on peut

décider en « consommateur responsable » d'acheter un produit « éthique » qui rémunère « correctement » le travailleur »... tout en permettant aux exploiters d'engranger un profit « honnête ». Tel est en substance le maître mot de cette utopie réformiste de « l'altermondialisme », bien sûr

économiquement et historiquement condamnée, mort-née : ce « choix » n'est évidemment réservé qu'à une minorité de petits-bourgeois philanthropes, qui ont évidemment les moyens financiers de payer plus cher telle ou telle marchandise ! C'est en somme le prix de la bonne conscience

petite-bourgeoise, qui exploite le travailleur, mais « pas trop », dans le meilleur des cas, suffisamment pour lui forger des « chaînes dorées » qu'il hésitera davantage à secouer !

À suivre

La Chine

Le Capitalisme Avec les 'Caractéristiques Chinoises'

Proletarskaya Gazeta

Le modèle libéral des réformes russes s'effondre. Alors plusieurs économistes bourgeois russes ont commencé à soumettre les réformes et 'les réformateurs' des années 1990 à une critique pointue. Le niveau extrêmement bas des investissements internes en capital a conduit l'économie russe dans l'ensemble à des conséquences catastrophiques. À partir de l'année 2000, jusqu'à 60% du capital russe a coulé à l'étranger par des canaux différents. L'économie du pays dépend à un degré considérable de l'exportation du pétrole et du gaz. Un autre facteur négatif est l'importation à grande échelle de produits alimentaires et de biens de consommation, que la Russie peut produire à l'intérieur du pays. Jusqu'à 70% du chiffre réel des affaires économiques n'est pas imposé. Cela cause d'énormes dommages au budget d'état. Alors certains cercles bourgeois en Russie ont commencé à constamment insister sur l'intensification de l'intervention de l'état dans l'économie du pays et même exprimer des doutes sur l'opportunité des réformes de privatisation.

En même temps, la bourgeoisie russe comprend très clairement que la reprise de la production industrielle sera accompagnée par l'intensification de l'exploitation des ouvriers. C'est un phénomène naturel sous le capitalisme et sa base. Par l'adoption du nouveau code de travail, la bourgeoisie russe dirigeante a préparé la base légale

nécessaire pour cela. Avec l'augmentation de l'exploitation, les ouvriers seront forcés de se battre pour leurs droits et leurs intérêts essentiels, contre la résistance des exploiters. La pratique de la lutte, qui est inévitable, obligera le prolétariat de s'organiser au niveau le plus haut pour résister à leurs oppresseurs, aussi, de conduire toutes les masses opprimées qui joignent la lutte de classe contre l'exploitation en général. C'est la conclusion principale de la science Marxiste sur les classes et la lutte de classe. C'est à plusieurs reprises et d'une façon convaincante confirmé par la pratique historique de la lutte du prolétariat. L'inévitabilité d'un tel développement dans les relations entre les oppresseurs et les opprimés crée la panique et la crainte dans les rangs de la bourgeoisie russe. À cause de cela, les échelons les plus hauts de l'autorité recommandent constamment de plus en plus l'utilisation du 'modèle chinois des réformes' en Russie.

Qu'est ce qui a concrètement commencé à attirer la bourgeoisie russe à l'expérience des réformes chinoises?

Comme leur idole idéologique, actuellement les révisionnistes chinois font la propagande de Deng Xiaoping, le Gorbachev chinois. Les révisionnistes chinois, se couvrant avec la phraséologie Marxiste à propos de la construction du 'socialisme avec

les caractéristiques chinoises' et avec des attributs Communistes superficiels, construisent un capitalisme sauvage basé sur l'exploitation brutale du prolétariat chinois. Ce mensonge révisionniste désoriente politiquement les masses opprimées et tient en échec le processus de maturation de classe du prolétariat.

En même temps, la clique révisionniste dirigeante supprime cruellement toutes tentatives des masses opprimées de s'organiser pour défendre leurs droits et leurs intérêts essentiels. En Chine on interdit la formation de toutes structures ouvrières, capables de montrer une résistance organisée à l'oppression bourgeoise.

Spécifiquement, les particularités spéciales de 'l'expérience chinoise' en premier lieu intéressent la bourgeoisie russe dirigeante, qui a prouvé avoir complètement failli politiquement et à ce moment donné ne voit pas de sortie de l'impasse qu'elle a créée.

Dans un certain nombre de cas les autorités russes ont volontairement préservé ou rétabli des symboles Soviétiques, effectuant prétendument la volonté du peuple. Ainsi certains cercles de la bourgeoisie russe essayent de préparer les conditions pour un passage facile à 'une société de justice sociale' du type 'socialisme chinois', mais avec 'des caractéristiques russes.' En proportion de l'intensification de la tension de la classe sociale dans la société, la

bourgeoisie russe recourra de plus en plus aux éléments de 'socialisation', privés de contenu socialiste véritable.

Ils ne peuvent pas présenter une dictature ouvertement fasciste, puisqu'ils craignent une explosion sociale d'en bas. Cependant, ils essayent d'imposer un état policier à la société sous le prétexte de combattre 'le terrorisme international.' Psychologiquement, des nombres significatifs de citoyens russes ont toujours des sympathies avec leur passé socialiste et leur haine pour le fascisme est massive et stable.

Beaucoup de citoyens russes croient sincèrement que la Chine construit le socialisme et que le révisionniste PCC est un Parti communiste. Beaucoup n'ont aucune idée de la réalité de classe sociale de la société chinoise.

Fournissons au lecteur russe des faits peu connus de l'exploitation du prolétariat chinois fort de plusieurs millions.

La position sociale des ouvriers chinois

Les autorités chinoises ont effectué un certain nombre de réformes préliminaires à la législation industrielle et en 1999 ont adopté un nouveau code de législation industrielle. Le nouveau code chinois dans la réalité a liquidé toutes les sauvegardes sociales pour les ouvriers, qu'ils avaient gagnées par une lutte persistante. Bien que l'Article 73 proclame formellement le droit des ouvriers aux prestations sociales, dans la réalité le droit à un service médical gratuit, à des bénéfices d'incapacité aux chômeurs, à une pension garantie est une fiction. Conformément aux Articles 70 et 72 du nouveau code de travail, une telle protection sociale est réalisée par une politique d'assurance, c'est-à-dire, elle est payée par les retenues des employeurs et de chaque ouvrier personnellement à cette fin. Les déductions de l'ouvrier dépendent si il est employé ou non, des salaires et de la condition physique de l'ouvrier, c'est-à-dire, elles sont objectivement

instables, et elles ne sont pas garanties. Les contributions au fonds de protection sociale par les propriétaires ne sont pas très fréquemment faites sous des prétextes différents, particulièrement dans les entreprises privées. Suite au nombre accru des cas de non-paiement par les propriétaires dans le fonds de protection sociale, de nombreux conflits entre les ouvriers collectifs et les propriétaires ont lieu. Dans le secteur d'état la tension sur les prestations sociales est inférieur au secteur privé. Mais à présent le secteur d'état en Chine est rapidement détruit.

Les affirmations des révisionnistes chinois, que la maintenance des taux de l'augmentation économique du pays est réalisée par la suprématie du secteur d'état, sont un pur mensonge. Le taux de privatisation du secteur d'état augmente rapidement. Ce processus a lieu non seulement avec les entreprises non rentables, mais aussi avec celles qui sont complètement profitables, fleurissantes. Leur privatisation a lieu principalement par la création de parts et leur vente gratuite sur le marché boursier. Bien sûr les parts les plus profitables se trouvent finalement dans les mains des représentants des directeurs et des capitalistes, qui deviennent riches par le vol dans le secteur privé. Le flux principal des investissements de capital dans le pays provient des entreprises capitalistes privées. Ainsi, à la fin des années 1990 elles ont composé la moitié du produit brut interne du pays. Particulièrement dans le secteur capitaliste privé, la position sociale des ouvriers est la plus dramatique (le secteur privé est principalement dans les mains de la bourgeoisie domestique).

Les conditions de travail

Les conditions de travail des ouvriers chinois peuvent être comparées aux conditions des ouvriers européens du 19ème siècle à l'époque des révolutions industrielles. Les conditions de travail formellement déclarées selon la législation sont complètement ignorées par les

capitalistes dans le secteur privé. De plus cet arbitraire est créé avec la connivence consciente des autorités locales, du prétendu Parti communiste et des syndicats officiels, puisque le capital domestique est étroitement lié aux structures du parti d'état révisionniste. Autrement dit, les révisionnistes servent les intérêts politiques des capitalistes chinois et sont eux-mêmes redevable à ce capital.

Selon l'Article 36 du code de travail, la durée de la journée de travail ne doit pas excéder 8 heures et la semaine de travail 44 heures. Cependant, selon l'Article 41 du même code, l'employeur a le droit de contraindre l'ouvrier de travailler 36 heures complémentaires par mois. Selon l'Article 44, l'ouvrier doit recevoir 150% de sa paie de base pendant les jours réguliers pour le travail supplémentaire après une journée de travail de huit heures, 200% les week-ends et 300% les jours de fête. Mais dans la réalité, particulièrement dans le secteur privé, les capitalistes ne respectent pas cette loi. La journée de travail réel est allongée à 12 heures sans aucun paiement complémentaire, c'est-à-dire, en Chine le droit à la journée de travail de huit heures a en réalité été liquidé.

Le salaire minimal pour les ouvriers chinois est établi par les autorités locales. Dans les régions industrielles le minimum horaire est établi à \$ 0.35 EU; en réalité ce salaire est le maximum pour la majorité des ouvriers. Les ouvriers à l'extérieur de la ville gagnent considérablement moins après toutes les retenues obligatoires. Particulièrement la retenue pour le foyer d'étudiants pour un homme comprend un tiers de ce salaire (d'habitude 10 à 15 personnes vivent dans une pièce).

Examinons le taux d'exploitation des ouvriers chinois basé sur un exemple spécifique, la production des chaussures sportives. Le coût d'une paire de chaussures de tennis à l'Ouest est entre 50 \$ et 100 \$ EU. Les salaires s'élèvent à moins d'un dollar pour chaque paire de chaussures de tennis,

c'est-à-dire, des miettes réelles. Les énormes profits obtenus de la super-exploitation des ouvriers chinois sont appropriés par des capitalistes et domestiques et étrangers. Les révisionnistes chinois permettent volontairement aux sociétés américaines de devenir riches par l'exploitation brutale du prolétariat chinois, puisque eux-mêmes aussi se sont enrichis de la spéculation sur le produit vivant national, le travail. La main-d'œuvre chinoise bon marché attire beaucoup de sociétés des États-Unis, comme Nike, New Balance et Adidas. En vue de cela les capitalistes des EU ferment quelques usines dans leur pays et transfèrent la production en Chine. Au niveau de l'État une association semblable est réalisée sur des conditions inégales.

Des droits inégaux dans la collaboration avec le capital étranger créent une menace dangereuse à l'économie chinoise dans l'ensemble. Les révisionnistes chinois, les associés commerciaux nationaux du capital international, sont aussi concernés seulement pour leur propre bénéfice immédiat; le destin du pays et des travailleurs chinois ne les concerne pas du tout.

Dans l'industrie textile et dans la production des marchandises pour le sport le travail féminin est principalement employé. Les ouvrières sont payées considérablement moins que les hommes, bien que la loi ne permette pas une telle discrimination. Les ouvrières subissent une exploitation notamment brutale. Les femmes enceintes sont licenciées sans réserve, aussi sans aucune compensation. En conséquence, jusqu'à 60% des ouvrières plus vieilles que 25 ans ne peuvent pas se marier. Les femmes chinoises vieillissent rapidement à cause de l'intensité extrême du travail. Le manque de perspectives futures pousse beaucoup d'entre elles à se suicider. À l'âge de 25 ans les ouvrières sont souvent licenciées et remplacées par des plus jeunes du secteur rural, qui sont forcés de s'échapper des villages ravagés pour

rechercher du travail. Même avec des conditions de travail extrêmement dures, les capitalistes ne manquent pas de travailleurs à cause du grand afflux des jeunes gens des secteurs ruraux à la ville.

La législation en effet reconnaît formellement le droit des ouvriers aux vacances annuelles payées, mais l'Article 45 du code de travail ne spécifie pas la procédure par laquelle on accorde cela. Donc dans la pratique des vacances semblables n'existent pas. Dans les grands centres industriels la plupart des ouvriers sont de l'extérieur de la ville. L'absence de vacances les empêche de voir leur famille pendant 5 ans ou plus. S'ils vont à la maison pour une raison et pendant une période, les ouvriers sont licenciés de force sans compensation.

Le taux de mortalité parmi les ouvriers industriels excède considérablement la moyenne dans le pays à cause de l'absence de conditions élémentaires de sécurité. Il y a un taux de mortalité particulièrement haut dans l'industrie minière. La loi ne règle pas la somme et la procédure pour accorder une compensation en cas de mort ou de blessure. Cette question est résolue en faveur de l'employeur. La compensation aux familles d'ouvriers tués au travail s'élève tout au plus à quelques centaines de dollars. Malgré cela, les jeunes gens ruraux continuent à entrer aux mines, puisque la majorité d'entre eux n'ont simplement pas d'autres moyens pour obtenir du travail et des moyens d'existence.

Le mouvement syndical en Chine

La loi 'Sur des Syndicats' règle l'activité des syndicats en Chine. La seule association de syndicat dans le pays est la Fédération des Syndicats de Toute la Chine (ACFTU). La formation et l'activité d'autres syndicats, les comités des ouvriers, des comités de grève ou la loi interdit les autres organisations ouvrières. L'interdiction de la formation de syndicats indépendants est renforcée par un

amendement à la loi sur les syndicats, adoptée en 2001.

La fédération syndicale officielle ACFTU accomplit la même tâche dans le mouvement syndical en Chine, comme la fédération 'syndicale' bourgeoise FITUR (la Fédération des Syndicats Indépendants de Russie) fait en Russie. Par sa nature l'ACFTU n'est pas et, conformément aux normes internationales ne peut pas être, un syndicat, puisqu'il comprend et exploité et exploités. Le président du syndicat n'est pas généralement élu par les membres, mais est nommé d'en haut par l'appareil révisionniste du parti de l'état (comme c'était dans la réalité le cas en Union soviétique dans la période Khrushchev-Brezhnev), c'est-à-dire, il y a un dictat dur de l'élite du parti de l'État révisionniste en ce qui concerne les travailleurs.

L'ACFTU dans la réalité se tient complètement du côté des exploités. Particulièrement il s'oppose aux grèves comme façon de résoudre les discussions entre les ouvriers et leurs exploités. L'ACFTU est un partisan du secteur privé avec les conséquences les plus sévères pour les ouvriers; il soutient toutes les mesures pour la privatisation des entreprises publiques. Dans les cas d'actions par les ouvriers, apportés au désespoir par le vol des oppresseurs, l'ACFTU participe activement à la détection, l'isolement et la poursuite des ouvriers activistes. En règle générale, une telle agitation s'enflamme spontanément. Le syndicat révisionniste est ou complètement apathique au destin des ouvriers confrontés avec l'arbitraire sauvage des capitalistes, ou il agit comme le chien de garde des intérêts du capital et attaque et étouffe n'importe quelle tentative des ouvriers chinois pour s'organiser et protéger leurs intérêts. Les révisionnistes agissent comme des hypocrites, essayant de convaincre la société qu'il n'y a aucune contradiction de classe irréconciliable en Chine. Par conséquent ils revendent, il n'y a aucune raison de la lutte de classe. L'ACFTU est un des éléments clés dans la superstructure du système

capitaliste chinois, caché sous la phraséologie du 'socialisme avec des caractéristiques chinoises.'

Les ouvriers protestent et la répression contre les ouvriers activistes

Dans les 10 dernières années plus de 20,000 personnes ont été condamnées à mort en Chine. Un nombre significatif d'entre elles sont des ouvriers, principalement des rangs du prolétariat industriel. Nous ne nous occupons pas de la répression contre les dissidents pro occidentaux, qui sont en faveur de la subordination complète de la Chine aux intérêts des impérialistes des EU. Cette répression sans précédent est lancée contre les ouvriers activistes, pour qui les intérêts des sociétés des EU sont complètement étrangers. De plus, par une telle terreur les révisionnistes chinois essayent de satisfaire la demande des impérialistes des EU et l'OMC en assurant la stabilité sociale dans le pays, sans les protestations des ouvriers, pour que les capitalistes puissent obtenir non seulement un bon marché, mais aussi une main-d'œuvre obéissante en Chine.

Cependant, les protestations spontanées des ouvriers chinois se poursuivent continuellement partout dans le pays entier. Les raisons de base pour l'inassouvissement des ouvriers sont les renvois illégaux, les arrérages de salaire, l'arbitraire dans l'embauche, les violations par les exploiters de la législation industrielle existante et cetera. Essentiellement l'activité des ouvriers est à un bas niveau organisationnel. Vrai, il y a des exceptions à cette règle.

L'an passé, il y a eu une large publicité des protestations des ouvriers dans les régions industrielles dans le nord-est du pays. Les protestations ont duré plusieurs semaines dans la ville de Liaoyang dans la province Liaoning. Plusieurs milliers de démonstrateurs ont protesté contre les licenciements massifs d'ouvriers dans les entreprises publiques, contre la corruption de l'administration et le

manque des prestations sociales des ouvriers. Cette protestation est devenue même plus massive après l'arrestation par les autorités de leaders de plusieurs ouvriers dans un important combinat métallurgique dans cette ville. Yao Fuxin, Xiao Yunliang, Pang Qingxiang, Wang Zhaoming, Guo Suxiang furent arrêtés.

Une situation semblable est arrivée dans la province Heilongjiang, où se trouve un des plus grands centres de l'industrie de raffinage du pétrole. Le 1 mars, 50,000 ouvriers ont tenu une démonstration contre la réduction des sauvegardes sociales et la réduction de la rémunération des ouvriers qui sont licenciés. Des protestations semblables ont aussi eu lieu dans d'autres provinces de la Chine: Shandong, Hebei, Tsinhay et la région autonome Xingjiang Uygur.

Aujourd'hui un grand nombre d'ouvriers activistes sont jetés dans les prisons. Les autorités chinoises cachent complètement les données de la répression contre les ouvriers.

Donnons quelques exemples spécifiques de répression contre les ouvriers pour leur participation dans la lutte pour la défense de leurs droits sociaux.

Liao Shihua – un ouvrier à l'usine de machinerie électrique dans la ville de Changsha. Il a été arrêté en juillet 2002 et condamné à une longue période sur des charges fabriquées. Les autorités bourgeoises l'ont accusé d'essayer de former une organisation illégale pour le but de renverser l'autorité d'état et de troubler l'ordre social. En fait, il a mené une foule d'ouvriers, apportés au désespoir par le vol des exploiters, qui ont arrêté le transport le long des rues de la ville.

Liu Jingsheng – un ouvrier dans le combinat de la chimie dans la ville de Tongyi. Il a été condamné à 15 ans sur une charge fabriquée. En fait, il a été puni pour être actif dans la défense des droits des ouvriers.

Peng Shi – un électricien. Il fut condamné à perpétuité. En réalité il a été puni pour mener des actions de protestation des ouvriers de l'usine

électrotechnique contre l'arbitraire de la bourgeoisie locale dans la ville de Xiangtan dans la province Hunan.

Guo Xinmin – il a été condamné à deux ans de prison pour avoir mené la lutte des ouvriers du transport public dans la ville de Tianshui. La demande de base des ouvriers devait éliminer des arrérages de salaire.

Guo Qiqing – un ouvrier d'un combinat chimique dans la province Hubei. Il a été condamné à un an de prison pour avoir participé à une démonstration contre le vol des salaires des ouvriers par la bourgeoisie locale.

Ainsi, les faits présentés montrent d'une façon convaincante que les revendications de construire 'le socialisme avec les caractéristiques chinoises' sont carrément un mensonge ou, au mieux une erreur pénible basée sur une ignorance politique complète. Sans un doute, la Chine est un pays capitaliste avec un dur régime policier. Le pouvoir dans le pays est tenu par une clique révisionniste, qui essaye de cacher son essence bourgeoise en mentant à propos de la construction du socialisme avec les caractéristiques chinoises et le dissimulant avec des attributs communistes. Cette fraude révisionniste par 'les communistes' chinois a temporairement politiquement désorienté le prolétariat chinois et tient la lutte de classe sous contrôle. C'est le danger spécial du révisionnisme! Une situation semblable est bien connue du prolétariat russe par la pratique historique de l'impérialisme social Soviétique de la période Khrushchev-Brezhnev. Le processus historique objectif de la lutte de classe du prolétariat, jusqu'à sa victoire révolutionnaire et l'établissement de la dictature du prolétariat, ne peut pas être arrêté ni par la répression fasciste ni par la fraude révisionniste.

Le dévoilement décisif de l'essence bourgeoise du révisionnisme dans toutes ses manifestations et l'explication de son danger extrême pour la lutte de classe du prolétariat est

la tâche la plus importante des communistes et des ouvriers conscients des distinctions sociales de tous les pays.

Les idées du socialisme doivent être le monopole idéologique des ouvriers organisés conscients des distinctions sociales, de leur avant-garde politique reconnue. Il est dangereux de remettre ce droit à d'autres classes et strates sociales de la société. Particulièrement les représentants de l'élite intellectuelle bourgeoise, qui sont passés aux positions de classe du prolétariat, doivent se poser à eux-mêmes le

problème d'étendre la conscience socialiste parmi les masses prolétariennes, prouvant la justesse de leur connaissance par la participation directe dans la lutte pratique ensemble avec le prolétariat, ne se plaçant pas au-dessus de cette classe employant leur connaissance.

Proletarskaya Gazeta No 19, 2003, Leningrad.

Traduit de l'anglais par le Dr Adélar Paquin

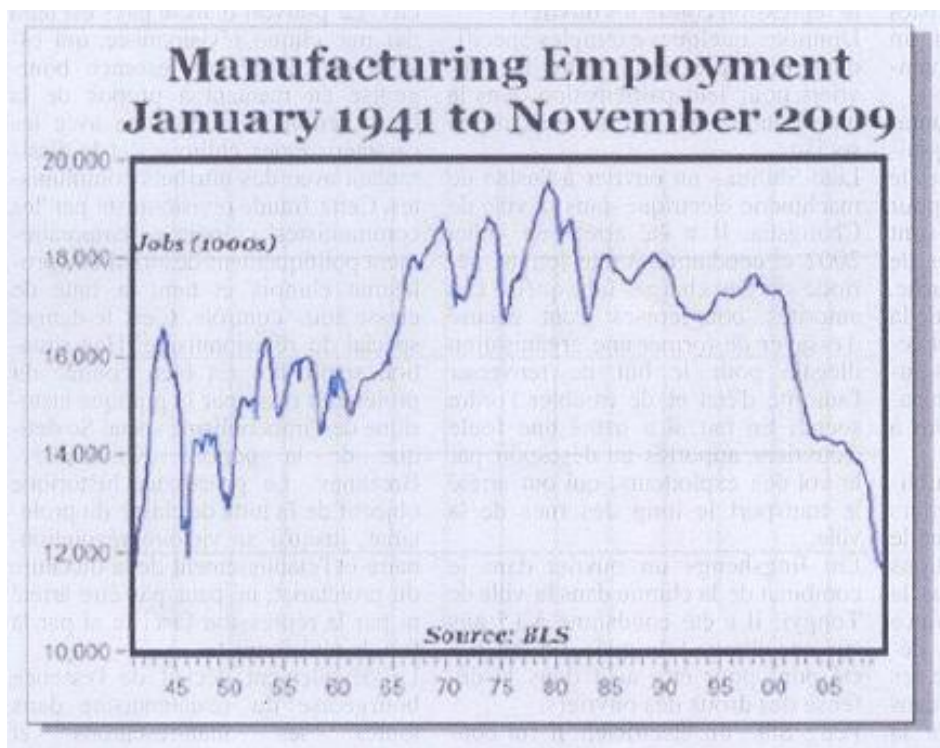
Source : Textes en Français de *Revolutionary Democracy*

Il est nécessaire d'ajouter que depuis 2003, date de l'écriture de cet article, la situation a beaucoup évoluée, la bourgeoisie des pays en déclin n'a plus les moyens d'entretenir les chaînes dorées de l'esclavage salarié, et nous assistons à une dégradation sans précédent des conditions d'exploitation des travailleurs, tandis que la Chine, soucieuse de devenir la première puissance mondiale sans trop mécontenter les travailleurs chinois, la bourgeoisie impérialiste chinoise a les moyens de se montrer plus généreuse envers ses travailleurs. Dr Paquin

Économie américaine : d'une nation industrielle à une société de consommation...

Par **La Rédaction de MoneyWeek**, le 22 février 2010

Par Dr. Eberhardt Unger (*)



L'économie américaine évolue vers une société de services vivant principalement de la consommation privée financée par le crédit. Ce constat n'est pas nouveau, mais il est intéressant de le reconsidérer dans le

contexte de la crise économique actuelle.

Le graphique ci-dessus montre l'évolution de l'emploi dans l'industrie depuis 1941. L'industrie américaine se plaint que beaucoup de

mesures administratives poussent les industries manufacturières à se délocaliser à l'étranger : la Chine devient "l'établi" des États-Unis.

Cependant, en République Populaire, les salaires sont beaucoup plus bas, et le renminbi est sous-évalué. Ainsi, les États-Unis ne sont plus en mesure d'être concurrentiels au niveau international.

Depuis des décennies, aux États-Unis, l'endettement dans les secteurs non financiers, augmente plus rapidement que le PIB. En effet, la production de 1 dollar de croissance de PIB nécessite de 4 à 5 dollars de nouvelles dettes. Il n'y a donc pas l'ombre d'un espoir d'assister à un déclin de la dette. On assiste même à un rachat de la dette gouvernementale par la banque centrale qui, à cet effet, n'hésite pas à faire tourner la planche à billets.

Si on tient compte des secteurs financiers, l'endettement total se situe, depuis le milieu 2008, à plus de 350% du PIB. Pendant la Grande Dépression ce pourcentage était "seulement" de 250%. A cette

époque, un processus d'ajustement douloureux avait conduit à une diminution de la dette totale de l'économie américaine à environ 100% du PIB.

Un tel ajustement, dans des proportions encore jamais atteintes, est toujours d'actualité pour l'économie américaine. Il serait totalement illusoire de penser que la

dette totale pourrait encore augmenter comme elle l'a fait pendant ces 10 dernières années, autrement dit, que la courbe bleue du graphique ci-dessus puisse continuer tranquillement son ascension : ce serait la porte ouverte à l'inflation.

Conclusion : Le déclin de la compétitivité des États-Unis sur la scène internationale et leur

endettement croissant sont deux choses incompatibles avec la fonction de monnaie de référence mondiale du dollar.

(*) Dr. Eberhardt Unger est un économiste indépendant, fort de plus de 30 ans d'expérience des marchés et de l'économie.

Lettres à l'éditeur

De Vincent Gouysse

Cher camarade,
Voici mes impressions sur le dernier numéro de NSC :

- * Rien à redire sur la présentation
- * Communiqué GEAB : ils ont bien compris que la crise allait s'aggraver et que les États allaient être mis à rude épreuve. Leur choix à terme : la faillite ou les PAS... Dans tous les cas, la dévaluation et la paupérisation des populations des pays impérialistes en déclin. Par contre, ils sous-estiment la Chine, seul pays dont le plan de relance ait donné des résultats aussi importants (production d'acier 2009 en forte hausse, alors

que celle des autres pays impérialistes s'est fortement contractée).

- * Analyse d'Olivier Crottaz : qui-est-ce ? Sinon, des remarques assez justes.

- * Sur l'occupation de l'Afghanistan : intéressant.

- * Sur le pacte germano-soviétique : rien à redire.

- * Ton article sur la retraite des monopoles en Chine : très juste et intéressant, avec de nouveaux exemples (Bombardier, Nordex, etc.).

- * L'article sur le climat : il manque l'essentiel, c'est-à-dire le fait que la question du climat est utilisée comme une arme par les pays impérialistes en déclin pour freiner le

rattrapage technologique d'éventuels concurrents (comme un moyen de pression).

- * L'article sur l'UE et la Hongrie : une illustration des PAS appliqués en premier lieu aux zones d'influence des pays impérialistes en déclin.

- * Sur la chute du mur de Berlin : ces articles maintiennent le mythe du socialisme en URSS social-impérialiste...

- * Ton article sur la série TV Apocalypse : très bonne critique d'une énième réécriture de l'histoire par la bourgeoisie.

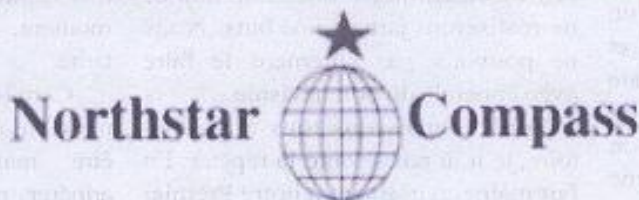
- * Sur l'article « 20 ans de liberté » : même défaut que pour ceux sur la chute du mur.

Commentaires: En effet ces deux articles « la chute du mur » et « 20 de liberté » considèrent à tort l'URSS comme socialiste jusqu'en 1990. Or le capitalisme a été

restauré en URSS, après la mort de Staline en 1953. Les révisionnistes étaient parvenu à maintenir certains acquis sociaux hérités de la période socialiste jusqu'au dépeçage de la

sphère d'influence du social-impérialisme soviétique et à la ruine de pans entiers de son économie. Dr Paquin

VISITEZ NOTRE NOUVEAU SITE WEB : [HTTP://WWW.NORTHSTARCOMPASS.ORG/](http://WWW.NORTHSTARCOMPASS.ORG/)



Défendez et Aidez le Peuple d'Haïti – Non aux Troupes des États-Unis!

Déclaration de l'Organisation «Revolutionary Organization of Labor, USA»

le 18 janvier 2010

Haïti est le pays le plus pauvre de l'Hémisphère Occidental. Il est actuellement occupé par des troupes de L'ONU et contrôlé par un gouvernement de marionnettes installé par les soldats des Forces Spéciales des États-Unis, après l'enlèvement du Président Aristide, démocratiquement élu en 2004. Il fait maintenant face à la tragédie d'un tremblement de terre catastrophique détruisant son centre principal de population, Port-au-Prince. Le nombre de morts surpassera probablement 200,000 personnes avec déploiement considérable de maladies mortelles.

L'infrastructure d'Haïti est devenue un effondrement de tombeaux pour des centaines de milliers de pères, de mères, de fils et de filles. Semblable aux victimes de l'Ouragan Katrina abandonnées par le gouvernement des États-Unis, quand "l'aide humanitaire" pratiquement n'est jamais arrivé, le peuple haïtien désespérément attend la nourriture, l'eau et les médicaments de leur gouvernement de marionnette de l'impérialiste des États-Unis. C'est en contraste complet avec son voisin des Caraïbes Cuba, dont le peuple a un réel pouvoir sur leur gouvernement et la société et peut donc planifier et s'occuper du peuple face aux catastrophes naturelles.

La colère grandit dans les rues Haïtiennes au sujet de la lente réponse de leur gouvernement et des Nations Unies au sauvetage des vies de ceux enterrés sous des décombres et à la fourniture des nécessités de base aux survivants.

Le gouvernement des États-Unis a promis une "aide humanitaire." "L'aide" principale est l'envoi de **10,000 troupes des États-Unis** pour "fournir la sécurité" au pays pour s'assurer que le peuple haïtien ne renverse pas leur gouvernement de marionnettes. Des séquences de nouvelles ont déjà montré l'arrivée de mitrailleuses portant les troupes des États-Unis en plein mécanisme d'émeute complet.

L'unité de buts de l'Empire des États-Unis est reflétée par la nomination du Président Obama des anciens Présidents Bush et Clinton pour coordonner les efforts de soulagement "humanitaire" à Haïti. C'est le même George W. Bush qui a brutalisé les victimes surtout afro-américaines de l'Ouragan Katrina et qui est le meurtrier criminel de plus d'un million de personnes par l'invasion et l'occupation des États-Unis de l'Irak et l'Afghanistan. Et l'ancien président Clinton est le meurtrier criminel d'environ 500,000 enfants irakiens avec le blocus économique durant dix longues années contre l'Irak.

Les appels à l'aide humanitaire viennent de tous les quartiers. Certainement nous soutenons les gens de bonne volonté répondant à une telle tragédie humaine et par les syndicats, les organisations communautaires et de bonne foi

nous encourageons une telle solidarité internationale. Cependant, tous les secours humanitaires, argent, volontaires, médicaments, nourriture et eau devraient être canalisé aux véritables organisations du peuple haïtien, aux syndicats militants comme la Confédération Autonome des Travailleurs Haïtiens et aux organisations communautaires luttant pour le retour du gouvernement d'Aristide démocratiquement élu. C'est le peuple Haïtien qui devrait décider ce qui est le meilleur pour leur pays et quelle est la meilleure façon de reconstruire Haïti et de se remettre d'une telle souffrance humaine catastrophique.

Le peuple d'Haïti a une histoire profonde de lutte, devenant le premier pays à gagner l'indépendance d'une puissance coloniale européenne par un soulèvement d'esclave en 1804. Pourtant, après l'établissement de la première République Noire dans l'Hémisphère Occidental, les colonialistes et les impérialistes ont en fin de compte prouvé leur succès dans le pillage de la terre, des ressources et de la main-d'œuvre d'Haïti durant la grande partie des deux derniers siècles. Au milieu des années 1980 le peuple haïtien s'est soulevé et a chassé les États-Unis soutenant la dictature brutale de Duvalier. Le Président Aristide a été d'abord élu en 1991 sur la marée d'un mouvement populaire du peuple.

La colère en croissance et la juste indignation du peuple haïtien sont entièrement justifiées. L'Auto-détermination -- pour le peuple d'Haïti à prendre en ses propres mains les affaires, pour les paysans à coopérativement posséder la terre pour alimenter le pays et pour une alliance paysan-ouvrier pour prendre les rênes du gouvernement pour reconstruire librement leur terre, leurs maisons et leurs vies -- est le chemin par lequel un nouveau monde peut être construit des cendres du vieux !

***Toutes les Troupes des États-Unis hors d'Haïti!
Non à la continuation de l'Occupation N.U.!
Aide de Soulagement Dans les Mains des Organisations
Du Peuple Haïtien!
Autodétermination pour Haïti!***

Traduction: Dr Adélaré Paquin

Revolutionary Organization of Labor, USA

Boxholder
607 Boylston St, Lower Level Box 464
Boston, MA 02116 USA

***LE SAVOIR BRISERA
LES CHAÎNES DE L'ESCLAVAGE***



VIVE L'AMITIÉ DES PEUPLES DE L'URSS!

NOTRE PATRIE – L'UNION SOVIETIQUE

ДА ЗДРАВСТВУЕТ ДРУЖБА НАРОДОВ СССР!
НАША РОДУНА – СОВЕТСКИЙ СОЮЗ

